



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

VILLE DE COUZEIX

INTRODUCTION

La tenue du débat d'orientations budgétaires constitue une formalité préalable substantielle à l'adoption du budget primitif ; une délibération sur le budget non précédée d'un débat d'orientations budgétaires serait entachée d'illégalité.

Il participe par ailleurs, à l'information des élus et facilite les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la commune de Couzeix préalablement au vote du budget.

L'article L1612-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que le maire ou le président de l'assemblée délibérante présente à l'assemblée délibérante, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'une publication et d'un débat à l'assemblée délibérante, dont il est pris acte par une délibération spécifique.

L'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) précise que dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le débat d'orientation budgétaire n'a pas de caractère décisionnel et ne donne pas lieu à un vote. Toutefois, il fait néanmoins l'objet d'une délibération actant la tenue de ce débat.

SOMMAIRE

- I. Le contexte
 - A. La situation économique et politique française
 - B. Les principales mesures de la loi de finances impactant les communes
 1. Le maintien du dilico
 2. La fixation du montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement
 3. La revalorisation des bases locatives de taxe foncière
 4. Le FCTVA
 5. La fusion des dotations d'investissement et la diminution du fonds vert
 6. La poursuite de l'augmentation des taux de CNRACL
 7. La ponction sur la formation des agents territoriaux
- II. L'analyse de la situation financière de Couzeix en 2025
 - A. Les recettes réelles de fonctionnement
 - B. Les dépenses réelles de fonctionnement
 - C. Les recettes réelles d'investissement
 - D. Les dépenses réelles d'investissement
 - E. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2025
 - F. Les niveaux d'épargne
- III. Les orientations financières de Couzeix pour 2026
 - A. Les prévisions en recettes de fonctionnement
 1. Les impôts et taxes
 2. Les produits des services et du domaine
 3. Les dotations et participations
 4. Les autres recettes
 - B. Les prévisions en dépenses de fonctionnement
 1. Les charges à caractère général
 2. Les charges de personnel
 3. Les autres charges de gestion courante
 4. Les atténuations de produits
 5. Les charges financières
 - C. Les prévisions en recettes d'investissement
 - D. Les prévisions en dépenses d'investissement
- IV. L'évolution de la masse salariale
 - A. La durée effective du temps de travail et les éléments de rémunération
 1. La durée du temps de travail
 2. Les avantages en nature
 3. Les heures supplémentaires
 4. Les astreintes techniques
 5. Le supplément familial de traitement
 6. Le régime indemnitaire
 7. La nouvelle bonification indiciaire

- B. La structure des effectifs depuis 2020
 - 1. L'évolution des effectifs
 - 2. Les projections 2026
- C. L'évolution de la masse salariale depuis 2020

- V. La structure et la gestion de la dette
 - A. La répartition de la dette par type et par prêteurs
 - B. Le profil d'extinction de la dette
 - C. L'évolution des taux d'intérêts de la dette
 - D. La classification de la dette
 - E. La capacité de désendettement

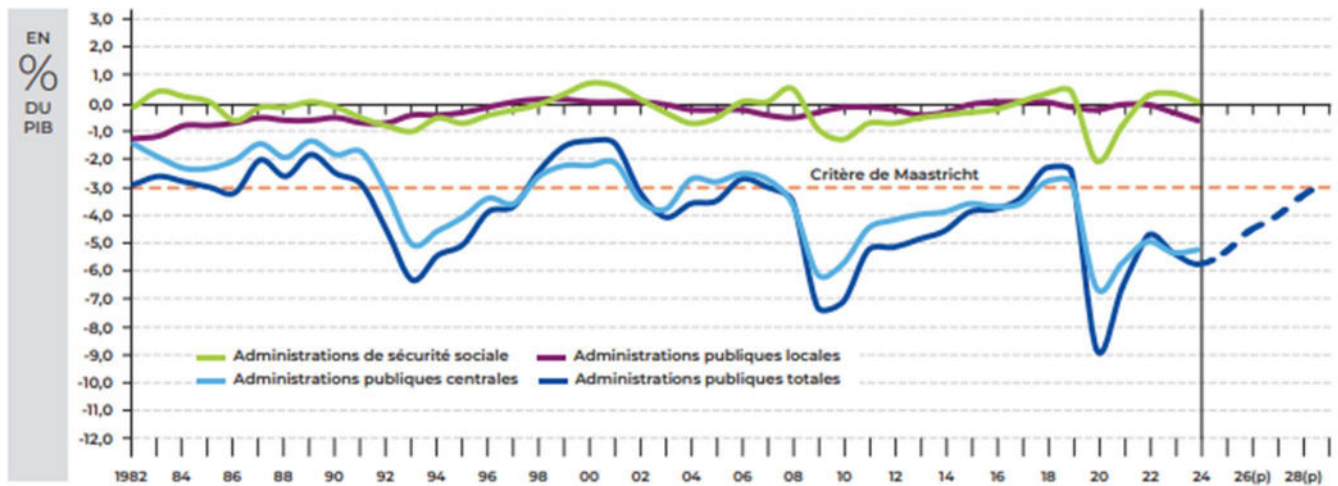
- VI. Les budgets annexes
 - A. Le budget annexe lotissement
 - B. Le budget annexe logements

A. La situation économique et politique française

La situation budgétaire reste particulièrement dégradée avec un déficit public qui atteint 5,1% du PIB en 2025 et une dette représentant près de 115,6% du PIB.

Le déficit des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

Le projet de loi de finances s'inscrit dans ce contexte de fortes contraintes budgétaires où la croissance demeure poussive et où l'accumulation des déficits pèse lourd.

| Évolution en % | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | 1,1 | 0,7 | 0,9 | 1,1 |
| Taux de variation des prix à la consommation (IPCH) | 2,3 | 1,0 | 1,3 | 1,8 |
| Taux de chômage (BIT, France entière, fin d'année) | 7,4 | 7,5 | 7,6 | 7,4 |

Source : Banque de France, 15 septembre 2025.

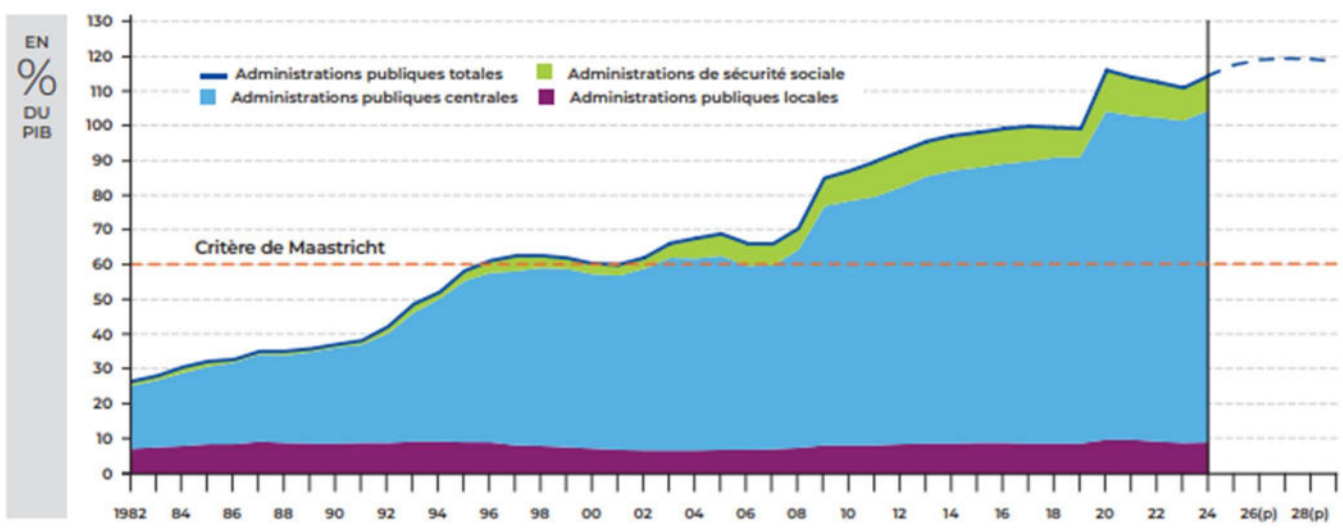
De plus, les importantes tensions géopolitiques avec la Russie ont conduit les pays européens dont la France, à augmenter les crédits consacrés au réarmement ce qui pèse inévitablement sur les équilibres des comptes publics. En conséquence, pour contenir l'évolution des dépenses afin de ramener le déficit public sous les 3% d'ici 2029, un effort important est demandé dans le projet de loi de finances à tous les acteurs économiques. Les collectivités locales ne sont pas épargnées bien que leurs finances soient globalement plus saines et mieux maîtrisées que celles de l'Etat et qu'elles portent l'essentiel de l'investissement public en France.

L'instabilité politique actuelle (6 gouvernements depuis 2024) avec une assemblée nationale fragmentée et sans majorité complique encore l'exercice. La version finale du budget a été adoptée le 2 février dernier après un long parcours parlementaire, un recours à l'article 49.3 de la constitution et le rejet de plusieurs motions de censure.

Le conflit au Moyen Orient débuté, le 28 février dernier, par une opération militaire conjointe américano-israélienne ciblée sur l'Iran entraîne des conséquences sur le prix des carburants et il est à prévoir une augmentation du prix du gaz de l'ordre de 25% à partir du mois de mai.

La dette des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

B. Les principales mesures de la loi de finances impactant les communes

1. Le maintien du DILICO :

Afin d'associer les collectivités territoriales au redressement des comptes publics, la loi de finances 2025 a créé le « dilico », dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales versées aux collectivités territoriales. Ce dispositif repose sur le prélèvement de ressources fiscales versées aux collectivités territoriales et à leurs groupements à fiscalité propre, ces contributions étant ensuite mises en réserve sur le budget de l'État puis reversées à 90% par tiers sur 3 ans. Les 10 % restants devant servir à la péréquation. Cette mesure visait à contraindre les collectivités, à travers une baisse de leurs ressources, à réduire leurs dépenses.

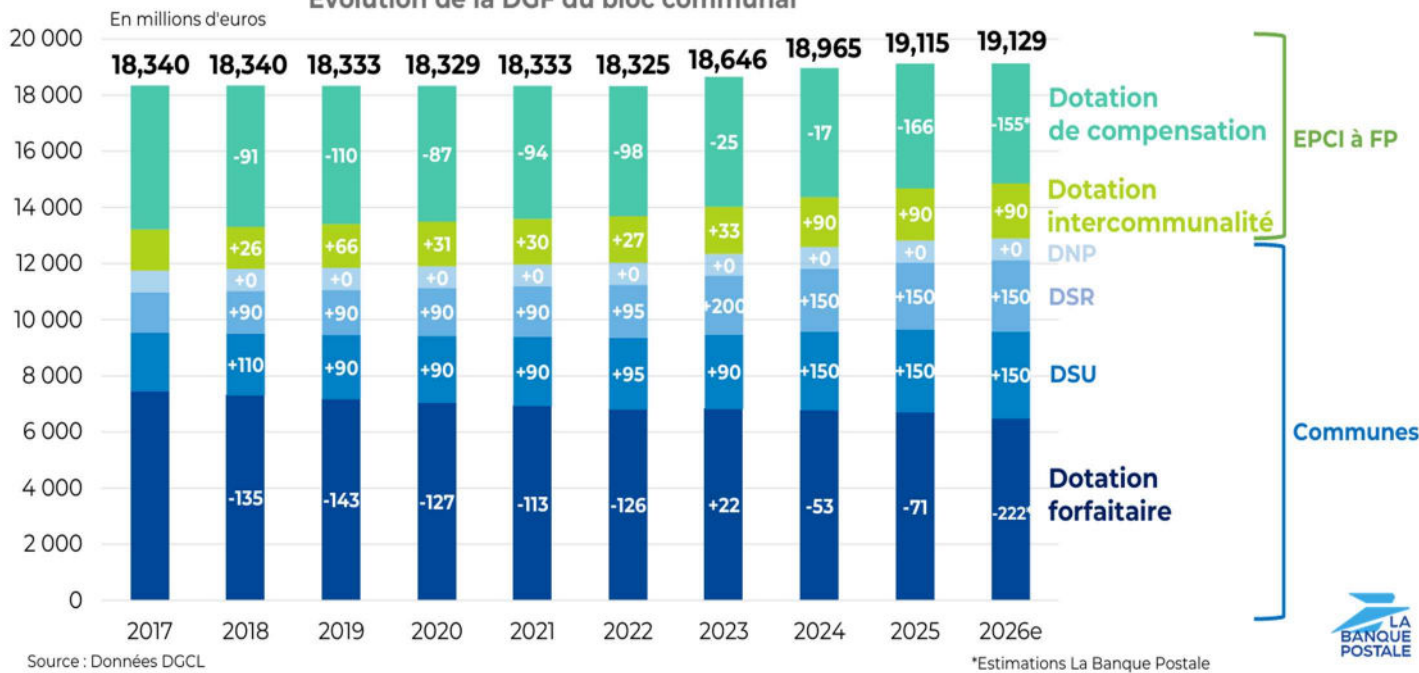
Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales (DILICO) est renouvelé en 2026 dans le but d'associer les collectivités territoriales au rétablissement des comptes publics à hauteur de 740 M€, répartis de la manière suivante : 250 M€ pour les EPCI à fiscalité propre, 140 M€ pour les départements et 350 M€ pour les régions. Les communes ont obtenu d'en être totalement exonérées.

2. La fixation du montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement :

Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est reconduit en 2026 avec un abondement de 300 M€ pour les dotations de péréquation soit 150 M€ pour la dotation de solidarité urbaine (DSU) et 150 M€ pour la dotation de solidarité rurale (DSR). Le comité des finances locales (CFL) lors de sa séance du 24 février dernier a décidé d'augmenter de 10 M€ la proposition initiale de + 140 M€ de la DSU.

Cet abondement sera financé par un écrêtement en interne sur les autres composantes de la DGF qui sera amplifié par rapport à 2025 dans la mesure où l'an passé, l'Etat avait financé 150 M€ d'écrêtement par une réduction de l'enveloppe de DSIL (dotation de soutien à l'investissement) et parce que le CFL a décidé de faire effectuer ce prélèvement à 80 % sur la dotation forfaitaire des communes (60 % les années précédentes) et à 20 % sur la dotation de compensation des intercommunalités.

Evolution de la DGF du bloc communal



La minoration au titre des variables d'ajustement en 2026 s'élève à 586 M€.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Différence 2026/2025 | Évolution 2026/2025 |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------------|---------------------|
| DCRTP | 2 906 M€ | 2 880 M€ | 2 875 M€ | 2 841 M€ | 2 411 M€ | 1 883 M€ | -528 M€ | -21,91 % |
| Régions | 492 M€ | 467 M€ | 467 M€ | 467 M€ | 278 M€ | 98 M€ | -181 M€ | -64,92% |
| Départements | 1 268 M€ | 1 268 M€ | 1 263 M€ | 1 243 M€ | 1 204 M€ | 1 174 M€ | -30 M€ | -2,49% |
| Bloc communal | 1 145 M€ | 1 145 M€ | 1 145 M€ | 1 131 M€ | 929 M€ | 611 M€ | -318 M€ | -34,21% |
| FDPTP | 284 M€ | 284 M€ | 284 M€ | 271 M€ | 214 M€ | 164 M€ | -50 M€ | -23,33 % |
| Dotation carrée | 413 M€ | 388 M€ | 378 M€ | 378 M€ | 378 M€ | 370 M€ | -8 M€ | -2,09 % |
| Régions | 41 M€ | 16 M€ | 16 M€ | 16 M€ | 16 M€ | 7,9 M€ | -8 M€ | -49,98 % |
| Départements | 372 M€ | 372 M€ | 362 M€ | 362 M€ | 362 M€ | 362 M€ | 0 M€ | 0,00% |
| PSR de compensation du relèvement du seuil du VM - AOM | 48 M€ | 48 M€ | 48 M€ | 48 M€ | 48 M€ | 48 M€ | 0,0 | 0,00 % |

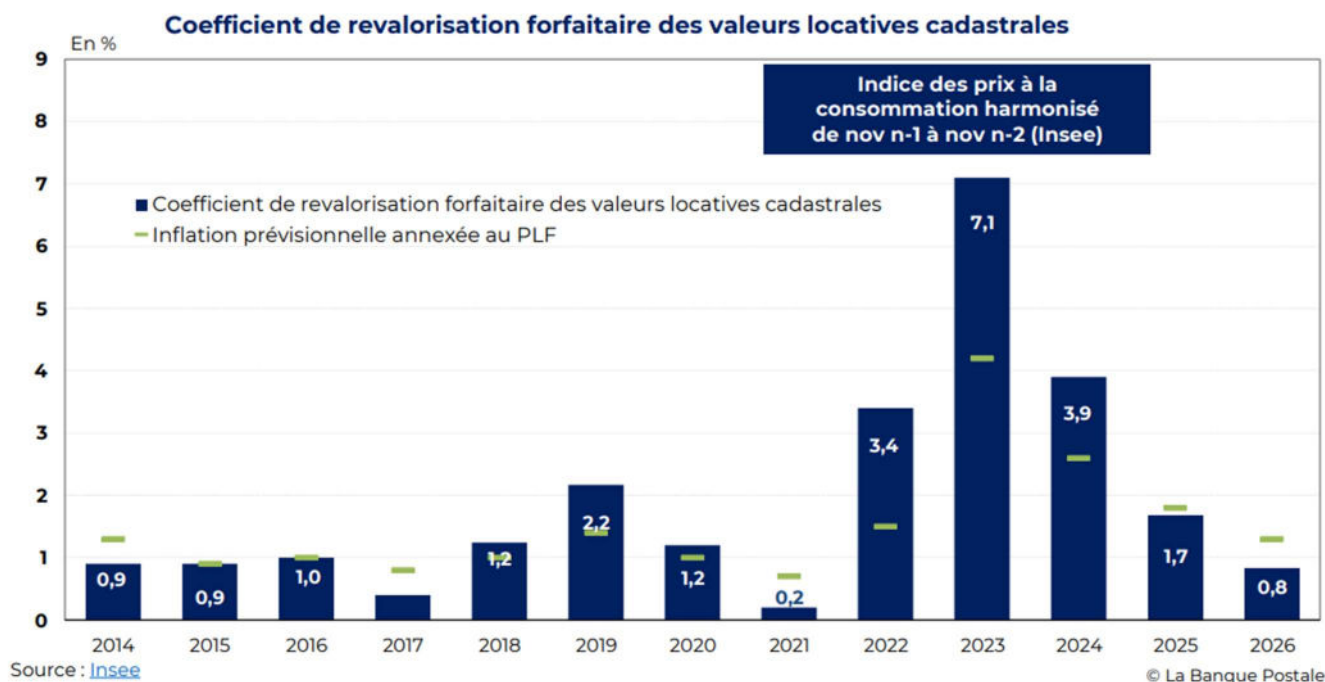
Total des dotations ajustées (LFI 2026) : 2 625,6 M€, en baisse de 586,3 M€ (soit 19,5 %)

DCRTP : dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
 FDPTP : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle
 Dotation carrée : dotation pour transferts de compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale
 PSR : prélèvement sur les recettes (de l'État)
 VM - AOM : versement mobilité - autorités organisatrices de la mobilité

Il faut également noter que la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises (CFE) sur les locaux industriels sera réduite de 19,3%.

3. La revalorisation des bases locatives de taxe foncière :

Depuis 2018, les bases locatives sont revalorisées selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 publié par l'INSEE.
 Le coefficient de revalorisation 2025 applicable sur les bases de 2026 est de 0,8%.
 Celui-ci s'applique uniquement aux locaux d'habitation et aux locaux industriels.



Les modalités de revalorisation des bases sont décidées par le législateur et s'appliquent à la commune.

4. Le FCTVA :

Comme l'an passé, le gouvernement souhaitait supprimer le FCTVA sur les quelques dépenses de fonctionnement éligibles (entretien des voiries et des bâtiments publics) afin de le recentrer sur son objectif initial à savoir soutenir l'investissement public local.

Cette mesure n'est pas entérinée dans la version finale de la loi de finances.

Pour rappel, le taux de remboursement forfaitaire est de 16,404%.

5. La fusion des dotations d'investissement et la diminution du fonds vert :

La fusion des 3 dotations historiques d'investissement que sont la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local), la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) et la DPV (dotation politique de la ville) dans le fonds d'investissement pour les territoires (FIT) imaginé par l'exécutif a été supprimée lors du parcours parlementaire.

Les sénateurs craignaient un risque de saupoudrage, la fin du financement de projets structurants ainsi que des effets redistributifs pénalisant les collectivités rurales.

Le montant inscrit pour le « fonds vert » est de 837,5 M€ (il était de 1,15 milliards d'euros en 2025) afin de permettre à l'Etat de réaliser des économies au risque de stopper les projets locaux de transition écologique.

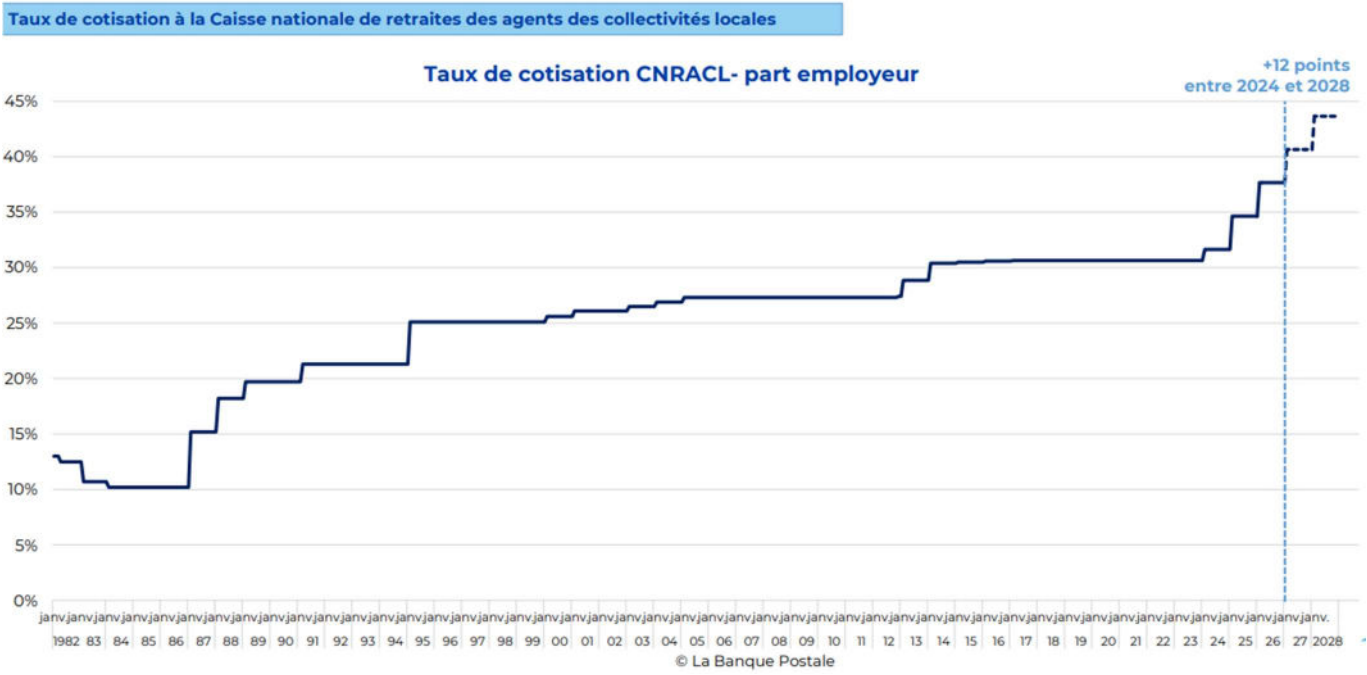
Le montant de la DSIL serait inférieur d'environ 200 M€ en 2026.

6. La poursuite de l'augmentation des taux de CNRACL :

Par décret du 31 janvier 2025, il a été décidé d'augmenter de 3 points le taux des cotisations employeurs de la CNRACL pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028. Le taux va donc augmenter de 12 points sur 4 ans et passera à terme à 43,65% (31,65% en 2024 et 37,65% en 2026).

Il faut rappeler que l'association des maires de France (AMF) combat cette mesure qu'elle juge injuste puisque les caisses de la CNRACL ont abondé pendant plus de 50 ans les autres régimes de retraite déficitaires (dont le régime

En 2026, alors que la caisse est déficitaire, elle doit encore contribuer.



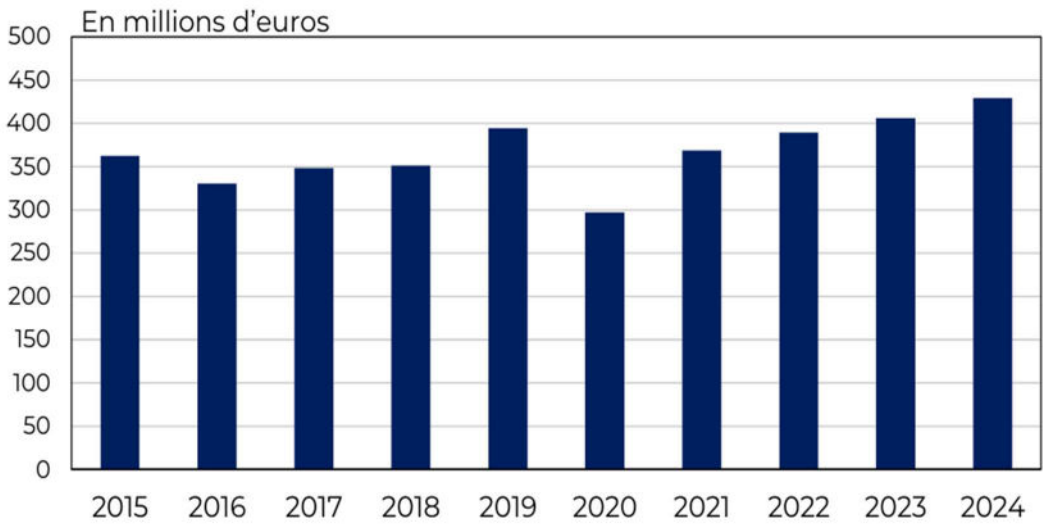
7. La ponction sur la formation des agents territoriaux :

Chaque collectivité verse une cotisation de 0,9 % de sa masse salariale au CNFPT pour lui permettre de réaliser sa mission de formation des agents.

En 2026, le CNFPT verra son enveloppe plafonnée à 397 M€, le delta étant récupéré par l'Etat pour combler son déficit.

Cette décision de l'exécutif a provoqué la stupeur de l'organisme et des associations d'élus car elle va fragiliser la politique de formation et d'accompagnement des agents de la fonction publique territoriale.

Montant des cotisations des collectivités locales



Source : comptes du CNFPT (retraités des effets du changement de nomenclature comptable pour 2023 et 2024), traitements La Banque Postale



II. L'analyse de la situation financière de Couzeix en 2025

La commune votera son budget primitif 2026 en reprenant par anticipation les résultats prévisionnels de l'exercice 2025.

Une analyse synthétique de l'exécution budgétaire de l'année 2025 va être présentée ci-dessous. L'étude plus détaillée des différents postes de dépenses et de recettes sera développée, lors de la présentation du compte administratif, qui interviendra au plus tard au conseil municipal du mois de juin.

A. Les recettes réelles de fonctionnement

| Recettes réelles de fonctionnement | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 (prévisionnel) | Ecart 2025/2024 | Ecart 2025/2024 en % |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------------|--------------------|-------------------------|
| 013 Atténuations de produits | 107 669,92 | 130 481,37 | 111 755,12 | 84 717,71 | 132 631,59 | 178 238,72 | 45 607,13 | 34,39% |
| 70 Produits des services | 1 017 092,10 | 1 052 981,38 | 1 094 448,06 | 1 121 079,55 | 1 292 743,28 | 1 297 588,32 | 4 845,04 | 0,37% |
| 73 Impôts et taxes | 5 838 858,27 | 6 077 185,26 | 6 412 274,24 | 6 780 702,28 | 198 397,63 | 202 766,27 | 4 368,64 | 2,20% |
| 731 Fiscalité | | | | | 7 137 185,40 | 7 370 596,51 | 233 411,11 | 3,27% |
| 74 Dotations | 1 337 081,49 | 1 213 889,11 | 1 218 173,92 | 1 252 729,69 | 1 297 492,20 | 1 219 386,83 | -78 105,37 | -6,02% |
| 75 Autres produits | 76 925,96 | 75 086,62 | 62 439,27 | 65 072,33 | 84 920,85 | 130 798,72 | 45 877,87 | 54,02% |
| 76 Produits financiers | 56,31 | 87,30 | 91,06 | 149,02 | 199,38 | 180,53 | -18,85 | -9,45% |
| 77 Produits exceptionnels | 43 035,11 | 226 551,31 | 817 679,51 | 61 835,94 | 583 260,74 | 137 841,67 | -445 419,07 | -76,37% |
| Total | 8 420 719,16 | 8 776 262,35 | 9 716 861,18 | 9 366 286,52 | 10 726 831,07 | 10 537 397,57 | -189 433,50 | -1,77% |

En neutralisant les cessions de biens (imputées sur l'article budgétaire 775) pour un montant de 464 K€ en 2024 et 135 K€ en 2025, les recettes réelles de fonctionnement progressent de 140 K€ (+1,36%) avec des variations différenciées selon les chapitres :

- Suite à la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales de 1,7% décidée par le législateur pour l'année 2025, le produit de la fiscalité directe locale progresse de 143 K€. Les droits de mutation augmentent de 97 K€.
- Une diminution de 116 K€ des produits exceptionnels (hors cessions) : en 2024, de nombreux mandats émis sur les années antérieures ont été annulés en raison des dégrèvements obtenus sur les taxes foncières payées pour l'hippodrome.
- Une baisse de 78 K€ des dotations qui s'explique par la perception par la ville en 2024 de 90 K€ au titre du filet de sécurité. Pour rappel, il s'agit d'une aide ponctuelle attribuée par l'Etat aux collectivités pour faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières en 2023.
- Une progression de 46 K€ des autres produits, essentiellement justifiée par une demande de remboursement de cotisations à la CNRACL de 28 K€ et un produit des revenus des immeubles de + 7 K€ par rapport à 2024.
- Les remboursements versés par les assurances et les caisses primaires d'assurance maladie pour les arrêts de travail augmentent de 46 K€.

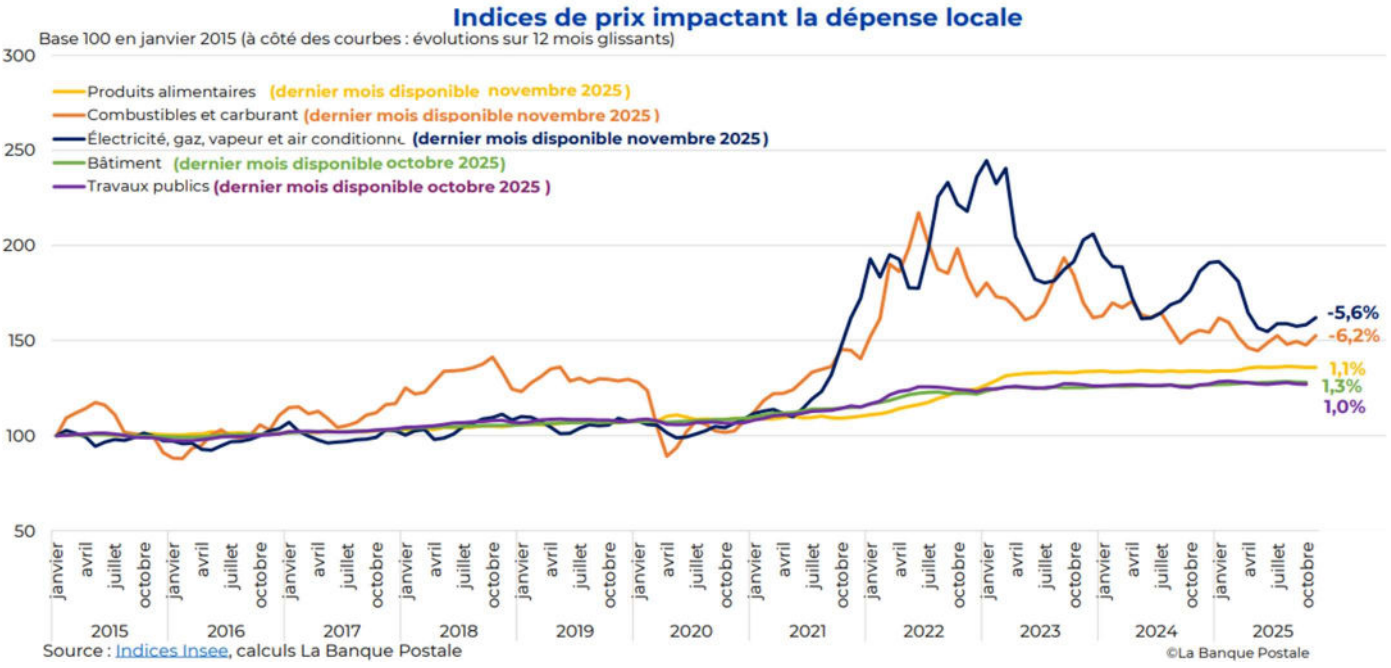
| Dépenses réelles de fonctionnement | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 (prévisionnel) | Ecart 2025/2024 | Ecart 2025/2024 en % |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 011 Charges générales | 1 802 510,52 | 1 678 135,75 | 2 006 908,97 | 2 296 194,83 | 2 267 960,92 | 2 191 051,71 | -76 909,21 | -3,39% |
| 012 Charges de personnel | 4 052 267,31 | 4 220 554,60 | 4 413 130,53 | 4 860 046,80 | 5 067 378,05 | 5 332 324,38 | 264 946,33 | 5,23% |
| 014 Atténuations de produits | 183 808,81 | 193 151,92 | 146 343,36 | 385 180,01 | 430 407,20 | 518 721,88 | 88 314,68 | 20,52% |
| 65 Autres charges dont subventions | 585 160,87 | 597 720,54 | 641 735,86 | 592 074,91 | 806 214,84 | 791 304,04 | -14 910,80 | -1,85% |
| 66 Intérêts de la dette | 272 661,03 | 250 314,51 | 254 931,35 | 165 260,71 | 301 523,86 | 308 747,57 | 7 223,71 | 2,40% |
| 67 Charges exceptionnelles | 4 397,43 | 44 680,44 | 572,50 | 4 510,20 | 393,99 | 20 033,37 | 19 639,38 | 4984,74% |
| 6817 Provision créance douteuse | | | | | | 2 900,00 | 2 900,00 | |
| Total | 6 900 805,97 | 6 984 557,76 | 7 463 622,57 | 8 303 267,46 | 8 873 878,86 | 9 165 082,95 | 291 204,09 | 3,28% |

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 291 K€ (+ 3,28%) entre 2024 et 2025.

Les principales hausses concernent :

- Les charges de personnel (+265 K€ soit + 5,23%) dont les facteurs expliquant cette progression sont :
 - L'attribution générale de 5 points d'indice majoré supplémentaires pour tous les grades au 1^{er} janvier 2024 (50 K€)
 - L'application d'une hausse de 3 points des cotisations patronales CNRACL et des effectifs CNRACL en hausse (70 K€)
 - L'augmentation d'un point des cotisations patronales maladie veuvage et de l'URSSAF (131 K€)
 - La mise en œuvre de la participation des employeurs pour le volet santé depuis le 1er janvier 2024 et du volet prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025
 - Le glissement vieillesse technicité (avancement d'échelon et avancement de grade).
- Les atténuations de produits (+ 88 K€) avec un prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU de 64,77 K€ (+ 60 K€) et le versement de l'attribution de compensation à Limoges métropole de 454 K€ (+30 K€).

Les dépenses à caractère général diminuent de 77 K€ essentiellement en raison de la baisse des frais de fluides (gaz et électricité).



C. Les recettes réelles d'investissement

| Recettes réelles d'investissement | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 (prévisionnel) | Ecart 2025/2024 | Ecart 2025/2024 en % |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|----------------------|-------------------------|
| 13 Subventions d'investissement | 596 043,36 | 998 441,22 | 148 412,64 | 422 732,04 | 1 002 957,28 | 463 354,12 | -539 603,16 | -53,80% |
| 16 Emprunts | 1 000 000,00 | 800 000,00 | 0,00 | 1 500 000,00 | 4 400 000,00 | 1 000 000,00 | -3 400 000,00 | -77,27% |
| 10 FCTVA et taxe d'aménagement | 762 908,99 | 738 295,13 | 295 800,95 | 630 392,61 | 684 977,14 | 1 044 188,06 | 359 210,92 | 52,44% |
| 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés | 1 674 648,27 | 1 333 870,61 | 1 535 156,19 | 1 191 515,82 | 922 706,06 | 1 182 769,05 | 260 062,99 | 28,18% |
| 238 Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles | | | | 98 688,74 | 2 522,47 | 0,00 | -2 522,47 | -100,00% |
| Total | 4 033 600,62 | 3 870 606,96 | 1 979 369,78 | 3 843 329,21 | 7 013 162,95 | 3 690 311,23 | -3 322 851,72 | -47,38% |

Les recettes réelles d'investissement diminuent de 3,32 M€ entre 2024 et 2025.

La commune n'a mobilisé qu'1 M€ d'emprunt en 2025 contre 4,40 M€ en 2024.

Le montant des subventions perçues (463 K€) a donc été proportionnel avec les investissements réalisés sur l'année.

L'excédent de fonctionnement capitalisé retrouve un niveau proche de celui des années précédant 2024.

Le FCTVA s'élève à 844 K€ et la taxe d'aménagement à 199 K€.

D. Les dépenses réelles d'investissement

| Dépenses d'équipement | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 (prévisionnel) | Ecart 2025/2024 | Ecart 2025/2024 en % |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|----------------------|-------------------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 4 597,80 | 19 635,60 | 5 588,00 | 18 624,37 | 14 069,81 | 28 453,62 | 14 383,81 | 102,23% |
| 204 Subventions d'équipement versées | 9 000,00 | 62 520,00 | 397 081,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 Immobilisations corporelles | 506 701,94 | 756 040,29 | 808 104,32 | 431 205,33 | 243 049,75 | 153 554,85 | -89 494,90 | -36,82% |
| 23 Immobilisations en cours | 2 484 701,97 | 786 452,02 | 753 200,91 | 3 341 087,12 | 4 996 316,15 | 1 922 961,50 | -3 073 354,65 | -61,51% |
| Total | 3 005 001,71 | 1 624 647,91 | 1 963 974,23 | 3 790 916,82 | 5 253 435,71 | 2 104 969,97 | -3 148 465,74 | -59,93% |

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 2,10 M€ en baisse de 3 M€ par rapport à 2024.

Les principales dépenses d'équipement étant :

- L'acquisition de logiciels pour 28 K€
- Les acquisitions foncières pour 50 K€
- Les acquisitions de mobilier et de matériel pour 103 K€
- Les travaux pour 1,92 M€ dont :
 - 1,31 M€ pour la création de l'école maternelle Dolto
 - 272 K€ pour la mise en place de protection bac acier au G2 et au dojo
 - 143 K€ pour la construction du skate parc
 - 68 K€ pour la rénovation énergétique de plusieurs bâtiments communaux.

E. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2025

Le résultat de l'exercice 2025 s'élève à 869 K€.

Il se décompose en :

- Un excédent de fonctionnement de 1,64 M€
- Un déficit d'investissement de 554 K€
- Un solde des restes à réaliser de - 220 K€

| | Dépenses | Recettes | Total |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|
| Fonctionnement réel | 9 165 082,95 | 10 537 397,57 | 1 372 314,62 |
| Fonctionnement ordre | 479 026,12 | 249 649,97 | -229 376,15 |
| Résultat de fonctionnement reporté 2024 | | 500 000,00 | 500 000,00 |
| Total fonctionnement | 9 644 109,07 | 11 287 047,54 | 1 642 938,47 |
| Investissement réel | 3 450 090,15 | 2 507 542,18 | -942 547,97 |
| Investissement ordre | 249 649,97 | 479 026,12 | 229 376,15 |
| Résultat d'investissement reporté 2024 | 1 023 182,77 | | -1 023 182,77 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | | 1 182 769,05 | 1 182 769,05 |
| Total investissement | 4 722 922,89 | 4 169 337,35 | -553 585,54 |
| | | | |
| Résultat de l'exercice hors reports | 14 367 031,96 | 15 456 384,89 | 1 089 352,93 |
| Reports d'investissement 2025 | 495 117,85 | 275 412,84 | -219 705,01 |
| Résultat total 2025 | 14 862 149,81 | 15 731 797,73 | 869 647,92 |

Tous les montants 2025 seront définitifs une fois que la concordance avec les chiffres de la trésorerie sera validée. Ils feront l'objet d'une reprise définitive après le vote du compte financier unique.

F. Les niveaux d'épargne

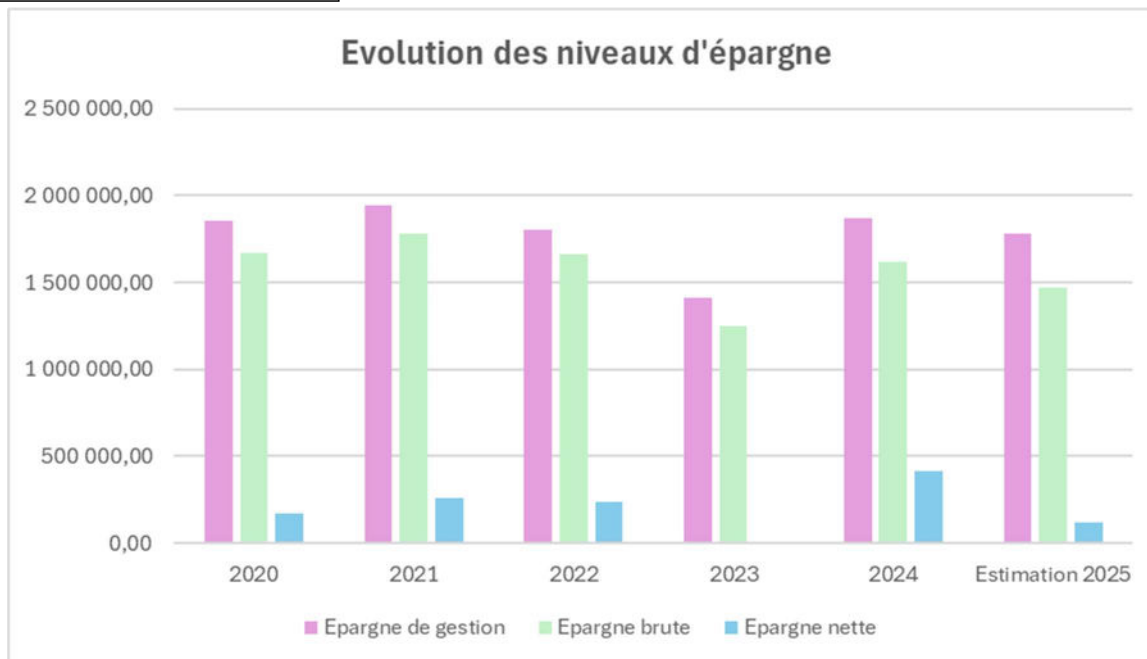
Dans cette analyse financière les dépenses réelles sont diminuées du montant des travaux en régie, qui sont transférés en section d'investissement, par opération d'ordre de transfert entre sections et les recettes réelles sont diminuées du montant des cessions d'immobilisations.

L'épargne de gestion, caractérise l'évolution des dépenses et des recettes courantes de la ville (hors éléments financiers). La maîtrise de ce solde est un élément fondamental pour pérenniser la bonne situation financière de la commune.

L'épargne brute mesure ce qu'il reste de la section de fonctionnement après le paiement des intérêts de la dette, elle est aussi appelée « Capacité d'autofinancement » (CAF) car elle permet à la collectivité de faire face au remboursement du capital de la dette et de financer tout ou partie de l'investissement.

L'épargne nette (ou CAF nette) correspond à l'épargne brute déduction faite du remboursement en capital de la dette. Cet indicateur est essentiel : il correspond à l'autofinancement disponible pour le financement des investissements.

| Calcul des épargnes | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Estimation 2025 | Ecart 2025 /2024 en % |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement diminuées des travaux en régie et des intérêts de la dette | 6 545 486,00 | 6 626 030,00 | 7 121 051,00 | 7 941 015,94 | 8 395 043,68 | 8 622 475,10 | 2,71% |
| Recettes réelles de fonctionnement diminuées des cessions d'immobilisations | 8 396 815,00 | 8 567 773,00 | 8 926 722,00 | 9 354 104,54 | 10 262 670,47 | 10 402 254,05 | 1,36% |
| EPARGNE DE GESTION | 1 851 329,00 | 1 941 742,00 | 1 805 671,00 | 1 413 088,60 | 1 867 626,79 | 1 779 778,95 | |
| Intérêts de la dette | 182 162,00 | 161 492,00 | 143 592,00 | 162 253,51 | 249 134,95 | 312 573,56 | 25,46% |
| EPARGNE BRUTE | 1 669 167,00 | 1 780 250,00 | 1 662 079,00 | 1 250 835,09 | 1 618 491,84 | 1 467 205,39 | |
| Remboursement du capital de la dette | 1 500 268,00 | 1 522 432,00 | 1 421 749,00 | 1 246 305,90 | 1 206 867,58 | 1 345 120,18 | 11,46% |
| EPARGNE NETTE | 168 899,00 | 257 818,00 | 240 330,00 | 4 529,19 | 411 624,26 | 122 085,21 | |



III. Les orientations financières de Couzeix pour 2026

A. Les prévisions en recettes de fonctionnement

Elles sont estimées à 11,11 M€ (dont 240 K€ d'opérations d'ordre).

1. Les impôts et taxes :

S'agissant de la fiscalité directe locale, la commune a reçu l'état fiscal 1259 qui notifie les produits prévisionnels des taxes directes locales pour 2026. La recette est estimée à 6,97 M€.

Les taux votés par la commune restent inchangés.

Le produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) est évalué à 310 K€ soit un montant moindre que le réalisé 2025 de 440 K€.

La dotation de solidarité communautaire est inscrite pour un montant équivalent à celui perçu en 2025 (19 K€).

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est évalué à 170 K€.

2. Les produits des services et du domaine :

Sont ajoutés dans ce chapitre, les remboursements par le CCAS des frais pris en charge par la ville (41 K€) anciennement imputés sur le chapitre 75 en raison d'une évolution de la nomenclature comptable.

Les autres produits découlant des services rendus à la population (restauration scolaire, ALSH, école de musique...), sont évalués à 1,29 M€ sans évolution par rapport au réalisé 2025.

3. Les dotations et participations :

Le montant de la DGF notifié le 31 mars s'élève à 896 K€ dont 631 K€ pour la dotation forfaitaire, 103 K€ pour la dotation de solidarité urbaine et 162 K€ pour la dotation nationale de péréquation.

La baisse du fonds départemental de la taxe professionnelle est de 50 M€ au niveau national. La recette communale est estimée à 18 K€ en baisse de 5 K€ par rapport au réalisé 2025.

fiées dans l'état fiscal 1259 s'élèvent à 158 K€ (+18 K€ par rapport au réalisé 2025).

Les subventions de la CAF sont inscrites pour 115 K€ et celle du conseil départemental à 7 K€.

Pour la maison France services, l'Etat nous a notifié une subvention de 47 500 € au titre de l'année 2026 et le solde de la subvention 2025 de 8 334 € fait aussi l'objet d'une inscription au BP.

Au global, les recettes de ce chapitre sont estimées à 1,32 M€.

4. Les autres recettes :

L'excédent de fonctionnement reporté devrait être de 500 K€.

Les autres produits de gestion courante (68 K€) diminuent en raison de la vente du local commercial situé 11 rue Martial Drouet pour lequel la commune ne percevra plus de loyers.

Les atténuations de charges sont budgétées pour 100 K€.

B. Les prévisions en dépenses de fonctionnement

Elles sont estimées à 11,11 M€ (dont 1,01 M€ d'opérations d'ordre).

1. Les charges à caractère général :

Elles sont à ce stade évaluées à 2,57 M€. Les dépenses sont de plus en plus contraintes et les marges de manœuvre pour faire face à des imprévus se réduisent.

Les principales hausses par rapport au réalisé 2025 concernent :

- Les fluides : + 120 K€ en raison du contexte international
- La formation du personnel : 26 K€ anciennement imputée sur le chapitre 012
- L'alimentation : + 21 K€
- L'entretien du matériel : + 19 K€
- Les honoraires : + 18 K€
- La maintenance : + 15 K€
- L'acquisition d'ouvrages pour la médiathèque : +10 K€
- Les contrats de prestations dont la location des copieurs : + 9 K€
- Les cotisations à divers organismes anciennement imputées sur le chapitre 65 : 9 K€
- Les transports collectifs : + 9 K€
- Le carburant : + 7 K€
- L'entretien des véhicules : + 6 K€
- Les assurances : + 4 K€
- L'achat de vêtements de travail : + 3 K€
- La taxe foncière : + 3 K€.

2. Les charges de personnel :

La masse salariale est estimée en 2026 à 5,76 M€ contre 5,33 M€ en 2025, soit une augmentation de 8 %.

Cette augmentation s'explique par :

- Les décisions gouvernementales de revalorisation des cotisations CNRACL : 3%,
- Le phénomène intrinsèque du Glissement Vieillesse Technicité (GVT),
- L'augmentation de l'assurance du personnel par suite du nouveau contrat souscrit via le centre de gestion en 2025,

Espace France Service, à la garderie périscolaire,

- Le recrutement en amont de nouveaux agents pour tuiler le départ en retraite de 3 agents,
- L'instauration au 1er janvier 2026, par le conseil régional de Nouvelle Aquitaine du Versement Mobilité Régional et Rural (VMRR) créé par la loi de finances 2025 de 0,15% de la masse salariale. Il permet de financer les transports en commun. Il est recouvré par l'URSSAF,
- La revalorisation du SMIC à 1,18% au 1^{er} janvier 2026,
- Le recours à des agents contractuels pour pallier les arrêts maladie.

3. Les autres charges de gestion courante :

Ces dépenses sont évaluées à 847 K€ (+ 56 K€ par rapport au réalisé 2025).

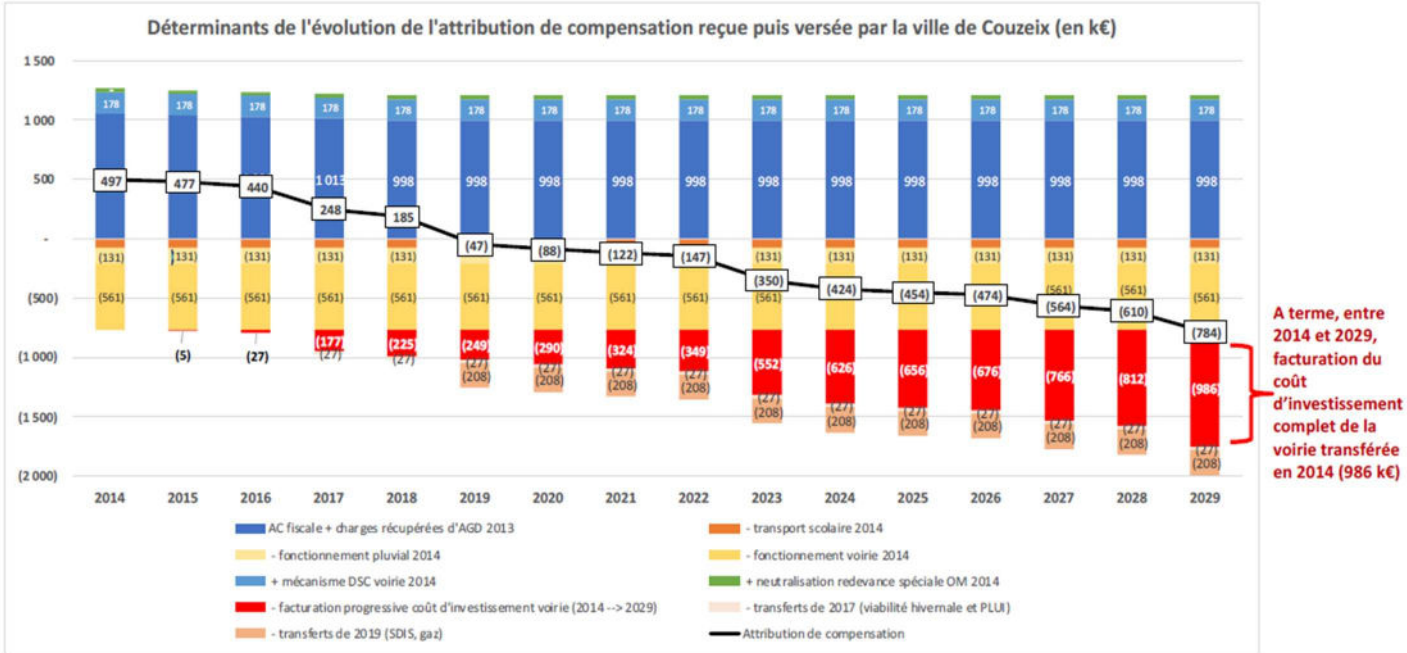
La loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local revalorise obligatoirement de 4% le montant maximal des indemnités de fonction des maires et des adjoints aux maires des communes de moins de 20 000 habitants. Le plafond maximum compte tenu que Couzeix est chef-lieu de canton s'élève à 168 K€. Il a été décidé de ne pas appliquer ce plafond et d'inscrire la dépense à hauteur de 140 K€.

L'enveloppe des subventions aux associations est maintenue à 140 K€. La subvention au CCAS reste à 230 K€.

Les subventions aux budgets annexes sont équivalentes à celles versées en 2025 : 150 K€ pour le budget lotissement et 80 K€ pour le budget logements.

4. Les atténuations de produits :

Elles s'élèvent à 533 K€ dont 474 K€ d'attribution de compensation à verser à Limoges Métropole et 59 K€ de pénalité au titre de la loi SRU.



Couzeix a opté en 2014 pour une facturation différée dans le temps des coûts d'investissement annualisés de la compétence voirie afin de ne pas grever son autofinancement sur les 1^{ères} années. En conséquence, la facturation progresse d'année en année par pallier important (2017,2023 et 2029). Au fur et à mesure que le transfert de la compétence s'éloigne dans le temps, la ville va payer progressivement le coût complet d'investissement de la compétence transférée.

Le montant d'attribution de compensation à verser à Limoges Métropole sera de 564 K€ en 2027, de 610 K€ en 2028 et de 784 K€ en 2029.

5. Les charges financières :

A ce jour, les intérêts ont été évalués à 278 K€ mais les taux de plusieurs emprunts peuvent évoluer pendant l'année.

Il faut prévoir les ICNE et d'éventuelles autres charges financières.

L'enveloppe budgétaire est de 360 K€.

C. Les prévisions en recettes d'investissement

Elles sont évaluées à 3,86 M€ dont 275 K€ de recettes reportées et 1,04 M€ d'opérations d'ordre.

Il est prévu d'affecter en excédent de fonctionnement capitalisé 1,14 M€.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) calculé sur les dépenses d'investissement réalisées en 2025 est estimé à 330 K€ et la taxe d'aménagement est inscrite à hauteur de 100 K€.

A l'heure actuelle, seules les subventions notifiées peuvent être inscrites soit :

- 19K€ pour la vidéoprotection versés par le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)
- 9 K€ versés par Limoges Métropole dans le cadre du fonds de concours pour le projet alimentaire territorial (PAT)

Les cessions d'immobilisations sont chiffrées à 122 K€.

A ce stade, pour financer les investissements, l'enveloppe d'emprunt est fixée à 764 K€.

La ville a fait des demandes de subventions auprès de l'Etat, de la CAF et du Conseil départemental pour plusieurs projets. Si des notifications parviennent à la commune dans l'année, l'enveloppe d'emprunt sera réduite d'autant.

D. Les prévisions en dépenses d'investissement

Elles sont évaluées à 3,86 M€ dont 495 K€ de dépenses reportées, 554 K€ de déficit d'investissement reporté, 1,34 M€ de remboursement du capital de la dette et 265 K€ d'opérations d'ordre.

3 K€ sont inscrits pour rembourser un trop perçu sur la taxe d'aménagement.

L'enveloppe dégagée pour les dépenses d'équipement s'élève à 1,2 M€.

Plan Pluriannuel d'Investissement 2020-2026

| Opérations d'équipement | Réalisations 2020 | Réalisations 2021 | Réalisations 2022 | Réalisations 2023 | Réalisations 2024 | Réalisations 2025 | RAR 2025 | Prévisions 2026 | RAR 2025 + Prévisions 2026 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|------------------|----------------------------|
| ETUDES ET LOGICIELS | | | | | | | | | |
| Logiciels | 2 423 | 1 658 | 2 288 | 18 624 | 14 070 | 28 454 | | 12 100 | 12 100 |
| Audit énergétique bâtiments -décree tertiaire | 2 175 | 17 977 | 3 300 | | | | | 33 612 | 33 612 |
| TOTAL | 4 598 | 19 636 | 5 588 | 18 624 | 14 070 | 28 454 | 0 | 45 712 | 45 712 |
| SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES | | | | | | | | | |
| Aux personnes de droit public CULM (Bacs place du 8 mai) | | | | | | | 28 055 | | 28 055 |
| Aux personnes de droit public CULM (Nouveau cimetière) | | | 397 081 | | | | 400 000 | | 400 000 |
| Aux personnes de droit privé (SELI) | 9 000 | 62 520 | | | | | | | 0 |
| TOTAL | 9 000 | 62 520 | 397 081 | 0 | 0 | 0 | 428 055 | 0 | 428 055 |
| RESERVES FONCIERES | | | | | | | | | |
| Autres terrains divers | 103 873 | 527 074 | 443 333 | 10 661 | 77 866 | 50 000 | 1 680 | 81 805 | 83 485 |
| Ilôt Martial Drouet/SELI (Bâtiment) | | | | 115 489 | 1 991 | | | | 0 |
| Ilôt Martial Drouet/SELI (Parking) | | | | 152 069 | 2 622 | | | | 0 |
| Réseaux de voirie et autres réseaux | 506 | 868 | 0 | 294 | 123 | 147 | 2 135 | 60 959 | 63 094 |
| Acquisition terrains à usage de jardins familiaux | | | | | | | | 20 550 | 20 550 |
| TOTAL | 186 509 | 556 391 | 567 899 | 278 512 | 82 602 | 50 147 | 3 815 | 163 314 | 167 129 |
| MOBILIER MATERIEL | | | | | | | | | |
| Autres matériel et outillage d'incendie | | | 726 | 372 | 437 | | | | 0 |
| Matériel roulant de voirie | 46 119 | 49 152 | 31 830 | 3 030 | | | | 54 000 | 54 000 |
| Autres matériel et outillages de voirie | 2 583 | 3 229 | 5 247 | 1 042 | 6 560 | | | 7 924 | 7 924 |
| Autres matériel et outillages techniques | 3 758 | 2 286 | 5 866 | 6 454 | 3 590 | 24 431 | | 86 504 | 86 504 |
| Matériel de transport | 92 310 | | | 22 639 | | | | 60 000 | 60 000 |
| Matériel de bureau et informatique | 47 759 | 32 928 | 38 455 | 44 424 | 13 228 | 38 817 | | 39 061 | 39 061 |
| Mobilier | 13 516 | 10 422 | 28 604 | 31 735 | 30 875 | 1 503 | 1 888 | 23 500 | 25 388 |
| Autre mobilier matériel | 64 469 | 78 733 | 128 683 | 41 747 | 105 759 | 38 657 | | 70 694 | 70 694 |
| TOTAL | 270 513 | 176 749 | 239 411 | 151 443 | 160 448 | 103 408 | 1 888 | 341 683 | 343 571 |
| TRAVAUX SUR TERRAINS | | | | | | | | | |
| AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS | | | | | | 14 671 | 3 240 | 50 600 | 53 840 |
| Travaux en régie sur espaces verts | 52 112 | 70 318 | 57 092 | 59 279 | 32 189 | 38 552 | | | 0 |
| TOTAL | 52 112 | 70 318 | 57 092 | 59 279 | 32 189 | 53 223 | 3 240 | 50 600 | 53 840 |
| TRAVAUX SUR BATIMENTS | | | | | | | | | |
| Travaux sur divers bâtiments | 153 020 | 119 235 | 268 810 | 117 319 | 91 630 | 338 629 | 15 910 | 11 362 | 27 272 |
| Rénovation énergétique bâtiments communaux | | | 59 536 | 428 620 | 238 942 | 68 017 | | | 0 |
| Travaux de réhabilitation de la Mairie | 428 992 | 70 833 | | | | | | | 0 |
| Toiture Presbytère et Eglise | | | 54 856 | | | | | | 0 |
| Aménagement site Texonnieras (Centre Equestre) | 14 832 | | | | | | | | 0 |
| Réfection des terres battues | | | | 6 693 | | | | | 0 |
| Réfection toiture Country Club | | | | | 44 257 | | | | 0 |
| Extension rangt sécurité Rez de chaussée salle Janicot | | | | | 1 333 | | | | 0 |
| Construction nouvelle école primaire étude (maternelle) | | 29 610 | 11 310 | | | | | | 0 |
| Extension du Jardin à Malices | | | 1 361 | 19 221 | | | | | 0 |
| Création columbarium+aménagement allées | 49 102 | 60 000 | | | | | | | 0 |
| Réfection allées et cours Ecole Mat. JM | 39 427 | 65 382 | | | | | | | 0 |
| Aménagement locaux stockage H Sports G5 | | 4 942 | 119 550 | 151 014 | | 788 | | | 0 |
| Installation panneaux photovoltaïques Country | | | 16 706 | 237 605 | 14 233 | | | | 0 |
| Travaux en régie sur bâtiments | 90 664 | 107 539 | 117 802 | 97 830 | 138 982 | 131 089 | | | 0 |
| Réfection toiture annexe Jean Moulin | | | | | | | | 180 000 | 180 000 |
| Réfection toiture clocher église | | | | | | | | 70 705 | 70 705 |
| Installation vidéoprotection | | | | | | | | 48 000 | 48 000 |
| Installation centrale intrusion, télésurveillance, contrôle d'accès | | | | | | | | 8 500 | 8 500 |
| Travaux manège enchanté | | | | | | | | 20 210 | 20 210 |
| Travaux au country club | | | | | | | | 15 500 | 15 500 |
| Travaux école Dolto | | | | | | | | 12 500 | 12 500 |
| Chauffage urbain - réseau secondaire | | | | | | | | 10 000 | 10 000 |
| Travaux restaurant scolaire | | | | | | | | 10 420 | 10 420 |
| Travaux au centre culturel municipal | | | | | | | | 11 800 | 11 800 |
| TOTAL | 776 036 | 457 540 | 649 929 | 1 058 301 | 529 377 | 538 523 | 15 910 | 398 997 | 414 907 |
| TRAVAUX DE VOIES ET RESEAUX | | | | | | | | | |
| Divers travaux d'éclairage public + feux de trafic | 58 332 | 22 683 | 42 562 | 157 430 | 22 990 | 18 083 | 25 502 | 16 000 | 41 502 |
| Mise en place éclairage public Mas de l'Age | | | | | | | | 120 000 | 120 000 |
| Mise normes armoires commande différents secteurs | | | 9 995 | 27 854 | | | | | 0 |
| 2ème éclairage au stade Lafarge | | | 78 691 | | | | | | 0 |
| Remplacement ballons fluo | | | | | 95 025 | | | | 0 |
| Candélabre solaire nouveau cimetière | | | | | 4 793 | | | | 0 |
| Divers travaux de voies et réseaux | 33 481 | 26 412 | 17 590 | 71 668 | | 24 139 | 15 761 | 64 293 | 80 054 |
| E public extension route du Landou | | | | | | | | | 0 |
| Cellule haute tension transformateur | | | | | 27 878 | | | | 0 |
| Création du parvis de la Mairie + éclairage | 13 363 | | | | | | | | 0 |
| Installation électrique Mas Sarrazin | | | | | 1 042 | | | | 0 |
| Extension réseau fibre | | | | | 9 293 | | | | 0 |
| Extension réseau éclairage public England | | 22 272 | | | | | | | 0 |
| Travaux en régie sur voirie | 30 382 | 19 179 | 24 086 | 42 888 | 58 529 | 60 394 | | | 0 |
| TOTAL | 135 558 | 90 546 | 172 924 | 299 841 | 219 549 | 102 615 | 41 263 | 200 293 | 241 556 |
| AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | | | | | | | |
| Réhabilitation du country | 269 102 | 5 416 | | | | | | | 0 |
| Construction Pôle culturel Multi-activités | 1 279 880 | 372 848 | 5 734 | 8 927 | 58 999 | | | | 0 |
| Travaux sur ancien bâtiment COLAS | 194 851 | 9 719 | 20 574 | 474 694 | 562 962 | | | | 0 |
| Construction de l'école maternelle Dolto 2 | | | 46 583 | 1 640 334 | 3 826 744 | 1 315 316 | 948 | | 948 |
| Skate-Park | | | 139 | 960 | 2 724 | 143 320 | | | 0 |
| TOTAL | 1 743 833 | 387 984 | 73 030 | 2 124 914 | 4 451 429 | 1 458 635 | 948 | 0 | 948 |
| TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT | 3 178 160 | 1 821 684 | 2 162 954 | 3 990 915 | 5 489 664 | 2 335 004 | 495 118 | 1 200 599 | 1 695 717 |

Accusé de réception en préfecture

087-2 18705002-20260407-3_026-DE

Reçu le 10/04/2026

IV. L'évolution de la masse salariale

Elle fait l'objet d'un paragraphe spécifique, au même titre que la dette, en pages suivantes du présent rapport.

A. La durée effective du temps de travail et les éléments de rémunération

1. La durée du temps de travail :

Pour rappel, la collectivité disposait jusqu'au 31 décembre 2021 d'un régime dérogatoire aux 1 607 heures annuelles réglementaires.

Néanmoins, la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a mis fin aux dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale, soit 1 607 heures par an.

De ce fait, la collectivité a acté le passage aux 1607 heures annuelles à compter du 1^{er} janvier 2022 par une délibération en date du 7 décembre 2021. Cette mise en conformité à la loi s'impose de fait à l'ensemble des cycles de travail existant au sein de la collectivité.

Au nombre de quatre cycles, ils figurent au protocole relatif au temps de travail de la collectivité, adopté lors du conseil municipal en date du 7 décembre 2021 et révisé le 4 décembre 2023, le 27 mai 2024 :

1. Emploi du temps annualisé (ALSH, restauration scolaire, ATSEM, pôle ménage, gardiens, service des sports, périscolaire) ;
2. Durée hebdomadaire de 37h30 (mairie, urbanisme, médiathèque, police municipale),
3. Durée hebdomadaire de 38h00 (CTM),
4. Durée hebdomadaire de 35h00 sur une semaine de 4 jours

2. Les avantages en nature :

Le montant des avantages en nature est globalement stable comparativement à 2024, il s'élève à 17 042,45 € en 2025 (contre 17 401,40 € en 2024).

Il concerne :

- 24 agents pour des avantages en nature repas (personnel d'animation, du restaurant scolaire et du périscolaire) ;
- 1 agent pour un avantage en nature « logement » concédé pour nécessité absolue de service (concierge).

3. Les heures supplémentaires :

Le principe est que les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées dans la collectivité et font l'objet d'une récupération.

Les heures supplémentaires sont effectuées à la demande du chef de service et doivent faire l'objet d'une récupération dans le mois.

4. Les astreintes techniques :

Les astreintes techniques concernent 16 agents et ont représenté en 2025 un montant de 14 274,15 € (13 160,98 € en 2024). Ce montant reste stable et sera reconduit en 2026, les astreintes étant programmées à l'avance et la planification réalisée par les cadres de direction.

5. Le supplément familial de traitement :

Il est en hausse régulière depuis les années 2021.

En effet, le Supplément Familial de Traitement (SFT) est un montant obligatoirement versé par la collectivité aux agents qui sont chargés de famille. A défaut, une régularisation est due par la collectivité sur les 4 dernières années. En 2024, il était de 19 052,55 € et il s'élève en 2025 à 14 336,71 € pour les titulaires et 6 834,20 € pour les contractuels soit un total de 21 170,91 €.

Les agents contractuels recrutés en 2025 avaient des enfants à charge ce qui a conduit à une augmentation du montant global du SFT. Le montant du SFT des agents non titulaires est difficilement prévisible.

La ville de Couzeix a mis en place le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP). Faute de cadre juridique, le RIFSEEP n'inclut toujours pas en 2024, l'ensemble des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale. En 2025, l'évolution réglementaire a conduit à mettre en place 2 nouveaux régimes indemnitaires concernant l'école de musique (Indemnité de Suivi et d'Orientation des Élèves ISOE) et la police municipale (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement ISFE). Ces derniers font l'objet d'une part fixe et part variable.

En 2025 :

- Pour l'ensemble des agents de l'école de musique, l'ISOE s'élève à 7 584,93 €,
- L'ISFE représente un montant de 18 599,19 €,
- L'indemnité forfaitaire de sujétion et d'expertise (IFSE) représente un montant de 273 329,97 € pour 95 agents concernés.
- Un complément indemnitaire annuel (CIA) a été versé à 8 agents en 2025 pour un montant total de 1 613,54€. Une prime liée à la manière de servir a été versée à la filière police municipale pour un montant de 1 500€. Concernant, l'école de musique un agent bénéficie d'une part variable d'un montant de 561,69€.

En 2025, 116 agents sont concernés par l'attribution d'un régime indemnitaire.

Le versement du régime indemnitaire en 2025 représente un montant de 307 119,04 € (prime de responsabilité incluse) contre 282 089,47 € en 2024.

Le régime indemnitaire est un facteur d'attractivité de la collectivité face à une concurrence de plus en plus importante sur l'agglomération de Limoges pour attirer les compétences.

7. La nouvelle bonification indiciaire (NBI) :

La Nouvelle Bonification Indiciaire est attribuée de façon réglementaire aux agents remplissant certaines conditions notamment de responsabilité ou d'encadrement.

En 2025, 23 agents bénéficient d'une NBI pour un montant de 18 148,84 €.

B. La structure des effectifs depuis 2020

1. L'évolution des effectifs :

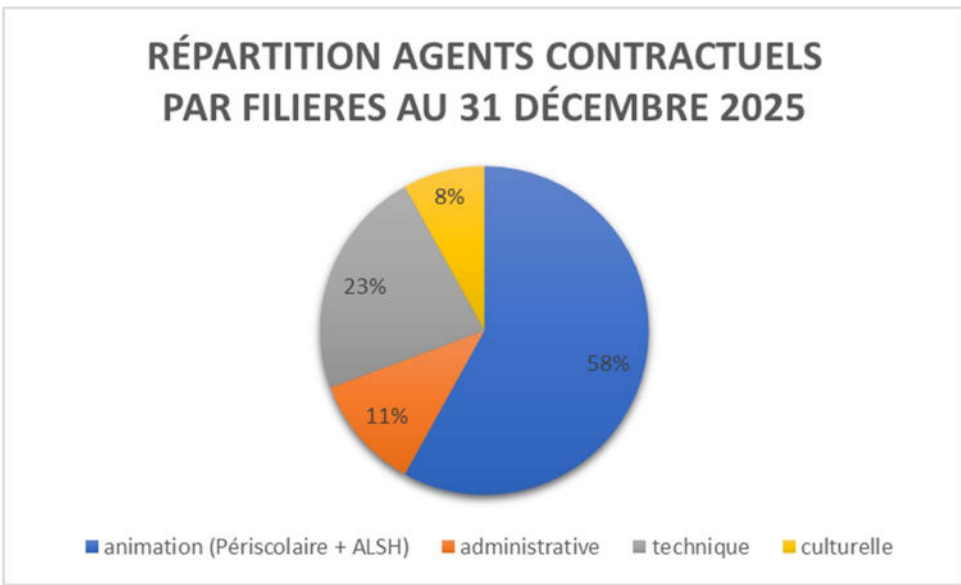
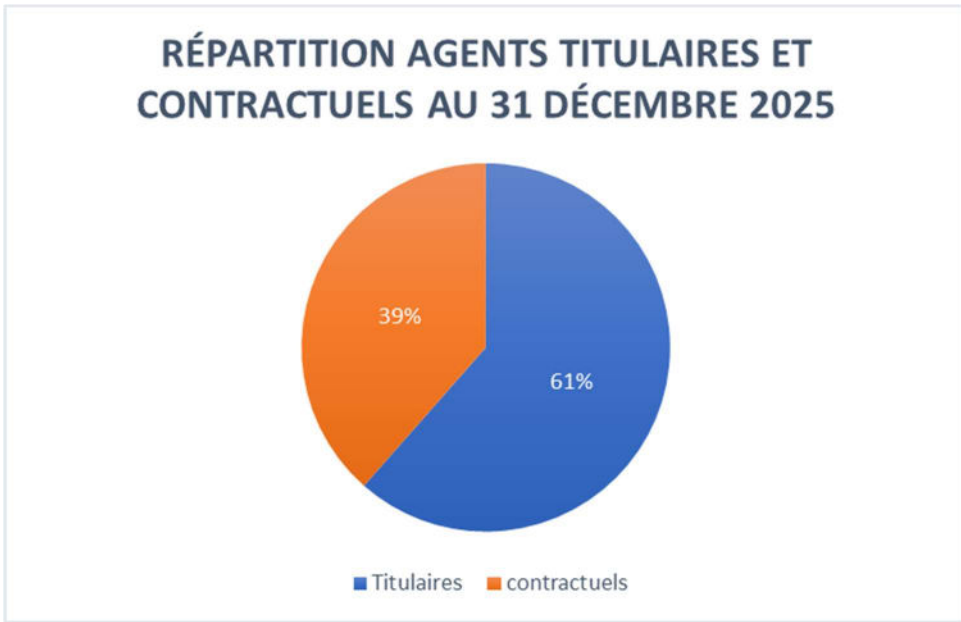
Le tableau suivant présente l'évolution des effectifs rémunérés pourvus au mois de décembre de chaque année, depuis 2020 :

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 (Projection) |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|----------------------|
| Titulaires | 93 | 86 | 83 | 88 | 99 | 99 | 101 |
| Non titulaires | 48 | 48 | 42 | 51 | 46 | 49 | 50 |
| Non titulaires au forfait ALSH | 20 | 24 | 22 | 20 | 16 | 13 | 10 |
| TOTAL RÉMUNÉRÉS | 161 | 158 | 147 | 169 | 161 | 161 | 161 |

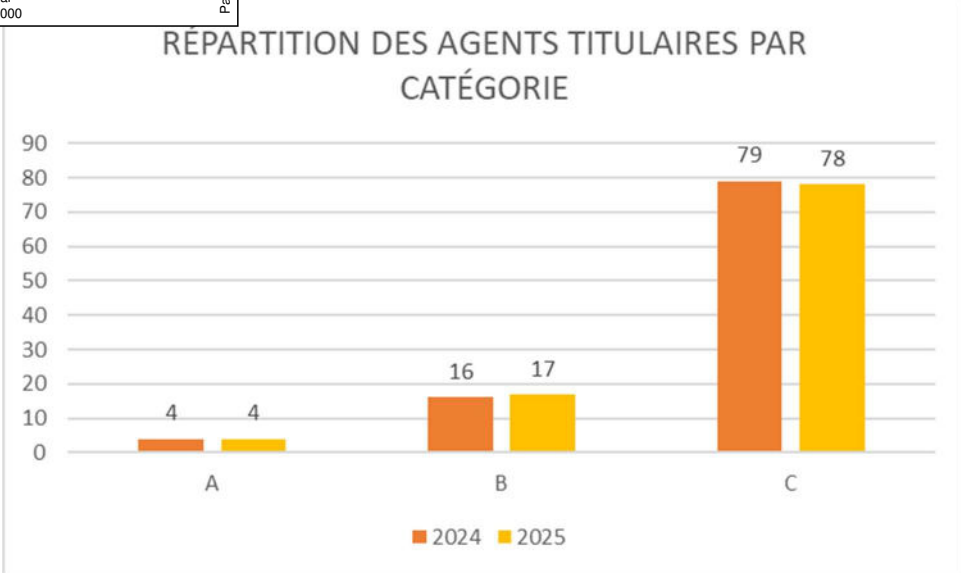
S'ajoute 18 animateurs non titulaires qui ont été recrutés pour le séjour ski au titre de l'année 2026. Le coût s'élève à 15 164,88 €.

reillis :

- Un apprenti du 01/01/2025 au 31/12/2025 (fin de contrat au 10/08/2026),
- Un service civique à compter du 13/10/2025 (fin de mission au 12/04/2026),
- Un emploi accessoire au sein de l'école de musique.

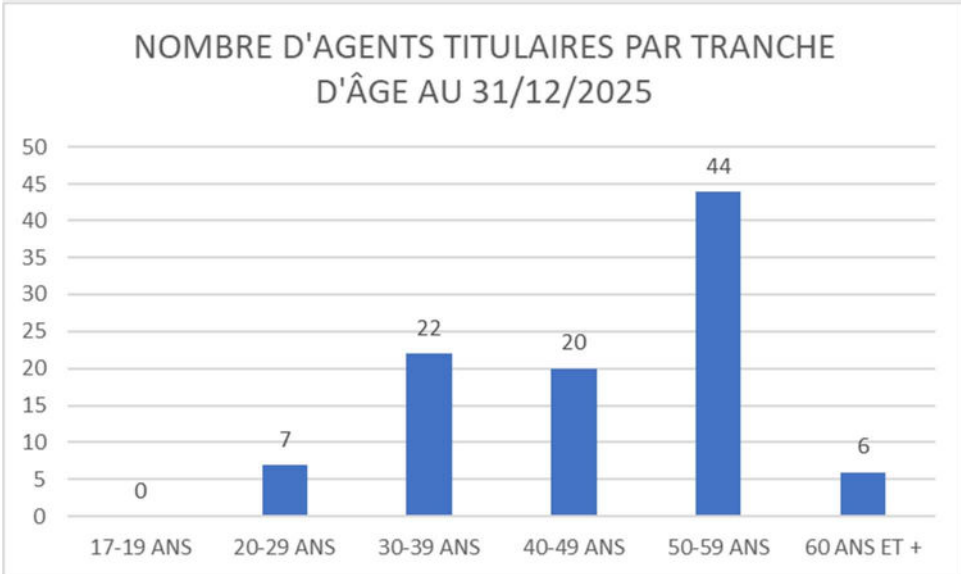
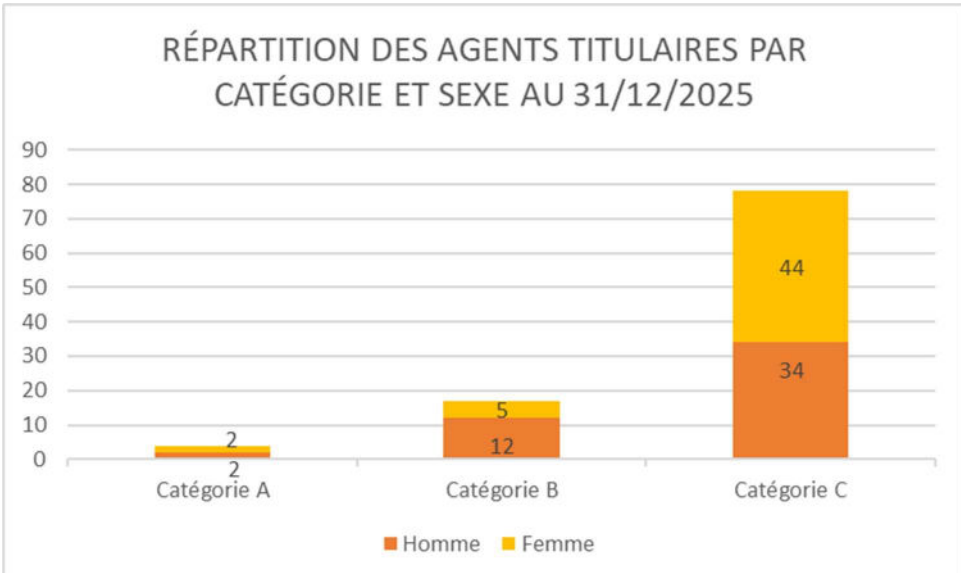


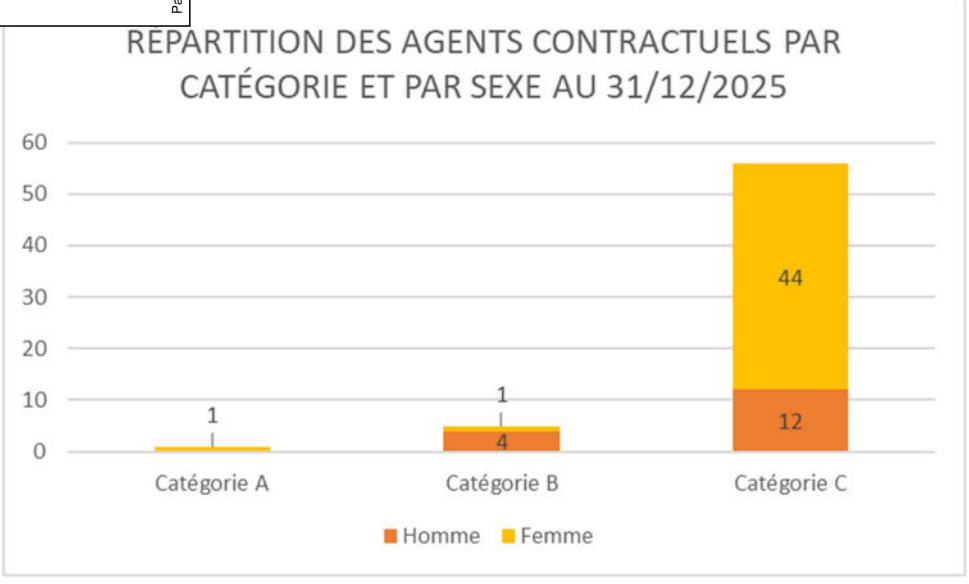
Comme le mentionne, le tableau des effectifs en page précédente les effectifs entre 2020 et 2025 sont constants.



Différence entre 2024 et 2025 :

- Catégorie A : Départ d'un agent et arrivée d'un autre,
- Catégorie B : Une promotion interne,
- Catégorie C : Une rupture conventionnelle, une stagiairisation et un poste vacant suite à la promotion interne



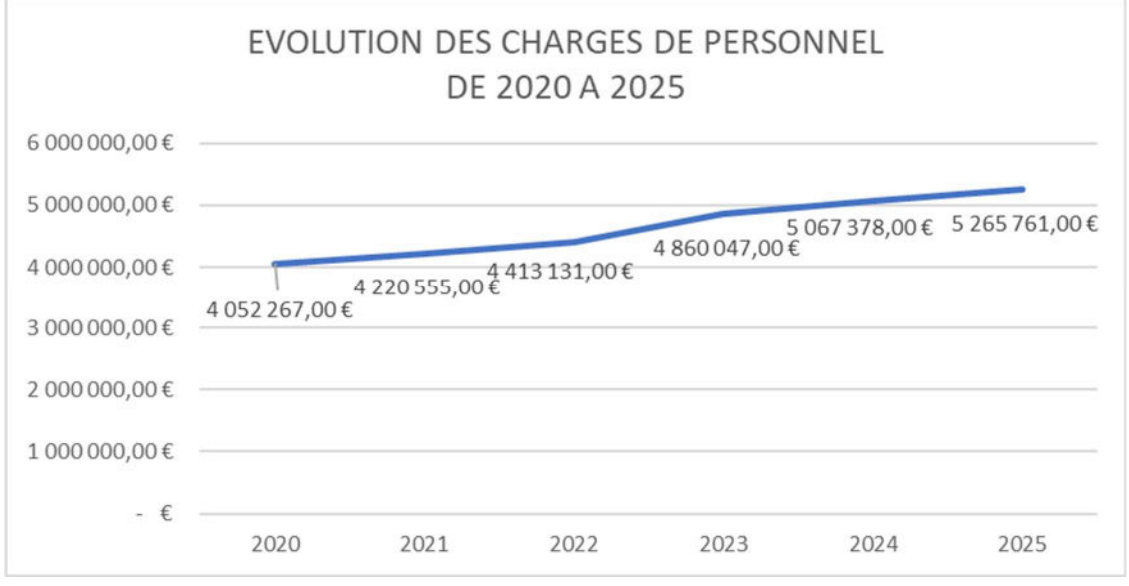


2. Les projections 2026 :

En 2026 la collectivité va connaître 3 départs en retraite.

C. L'évolution de la masse salariale depuis 2020

| CHAPITRE 012 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | BP 2026 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| TOTAL | 4 052 267 € | 4 220 555 € | 4 413 131 € | 4 860 047 € | 5 067 378 € | 5 265 761 € | 5 758 963 € |
| Traitement (Fonctionnaires) | 2 192 484 € | 2 200 493 € | 2 188 815 € | 2 388 281 € | 2 672 516 € | 2 691 805 € | 2 832 250 € |
| Traitement (non titulaires) | 552 161 € | 637 071 € | 775 954 € | 880 248 € | 744 713 € | 756 536 € | 785 290 € |
| Cotisations, formations, assurances, ... | 1 307 622 € | 1 382 991 € | 1 448 362 € | 1 591 518 € | 1 650 149 € | 1 817 420 € | 2 141 423 € |



el résulte de divers facteurs :

- La revalorisation de la valeur du point de 3,5% en juillet 2022,
- L'augmentation générale du point d'indice 1,5% et l'attribution de points d'indice supplémentaires pour les catégories B et C au 1^{er} juillet 2023,
- L'attribution générale de 5 points supplémentaires pour tous les grades au 1^{er} janvier 2024,
- L'application de la garantie individuelle de pouvoir d'achat en 2023,
- L'augmentation des cotisations patronales CNRACL de 3 points au 1^{er} janvier 2025 (70 000 €) et à nouveau de 3 points au 1^{er} janvier 2026 et des effectifs CNRACL en hausse,
- L'augmentation des cotisations patronales maladie veuvage de 1 point + URSSAF (131 000 €),
- L'augmentation des assurances du personnel,
- La mise en œuvre de la participation des employeurs pour le volet santé à compter du 1^{er} janvier 2024 et du volet prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Le glissement vieillissement technicité (avancement d'échelon, avancement de grade) entre 2020 et 2025 (+14,5% en moyenne),
- La mise à jour des formations obligatoires (CACES, Habilitation électrique, PSC 1, formation intégration police municipale, ...) (+ 5000 €),
- La revalorisation du SMIC chaque année,
- La mise en place d'un régime indemnitaire pour la filière culturelle et actualisation pour la police municipale,
- Au 1er janvier 2026, instauration par le conseil régional de Nouvelle Aquitaine du Versement Mobilité Régional et Rural (VMRR) créé par la loi de finances 2025 de 0,15% de la masse salariale. Il permet de financer les transports en commun. Il est recouvré par l'URSSAF.

S'agissant des recettes liées à la masse salariale, elles se composent :

- Des remboursements des congés longue maladie (CLM) et congés longue durée (CLD), des accidents de travail (AT),
- Des remboursements des mises à disposition de personnel par Limoges Métropole et le CCAS.

V. La structure et la gestion de la dette

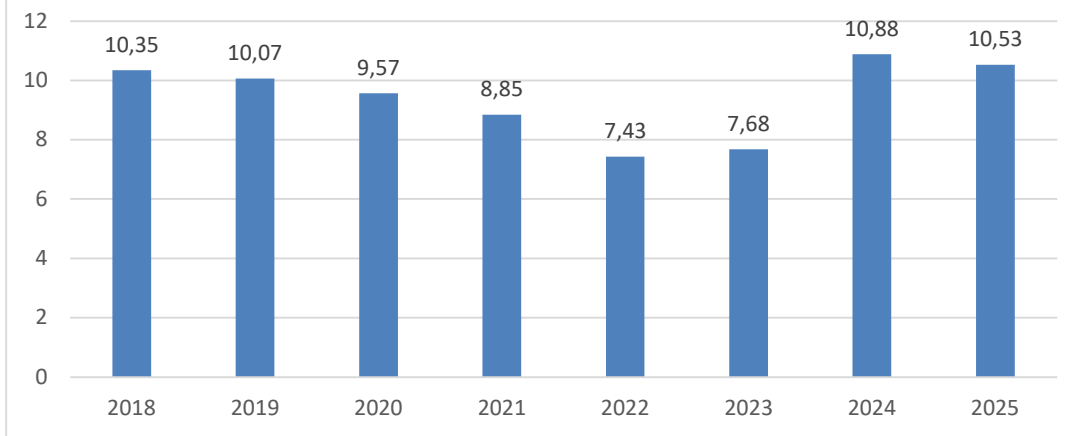
Au 31 décembre 2025, le montant de la dette (capital restant dû) est de 10 532 350,18 € contre 10 877 470,36 € au 1^{er} janvier 2025 soit une baisse de 345 120,18 €.

Un emprunt de 1 M€ contracté avec la caisse d'épargne Limousin Auvergne le 20 novembre 2024 a été mobilisé en mai 2025 et le capital remboursé en 2025 est de 1 345 120,18 €.

Aucune nouvelle souscription d'emprunt n'a été réalisée en 2025.

La dette est composée de 17 lignes de prêt.

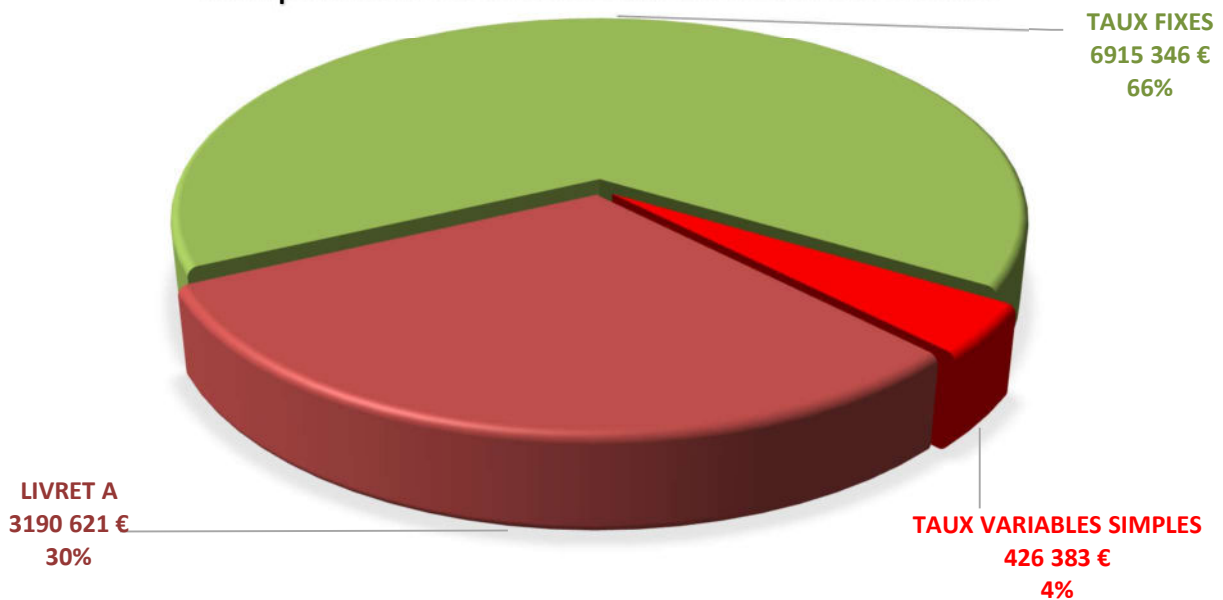
Evolution de l'encours de dette en M€ au 31/12 de chaque année



A. La répartition de la dette par type de taux et par prêteurs

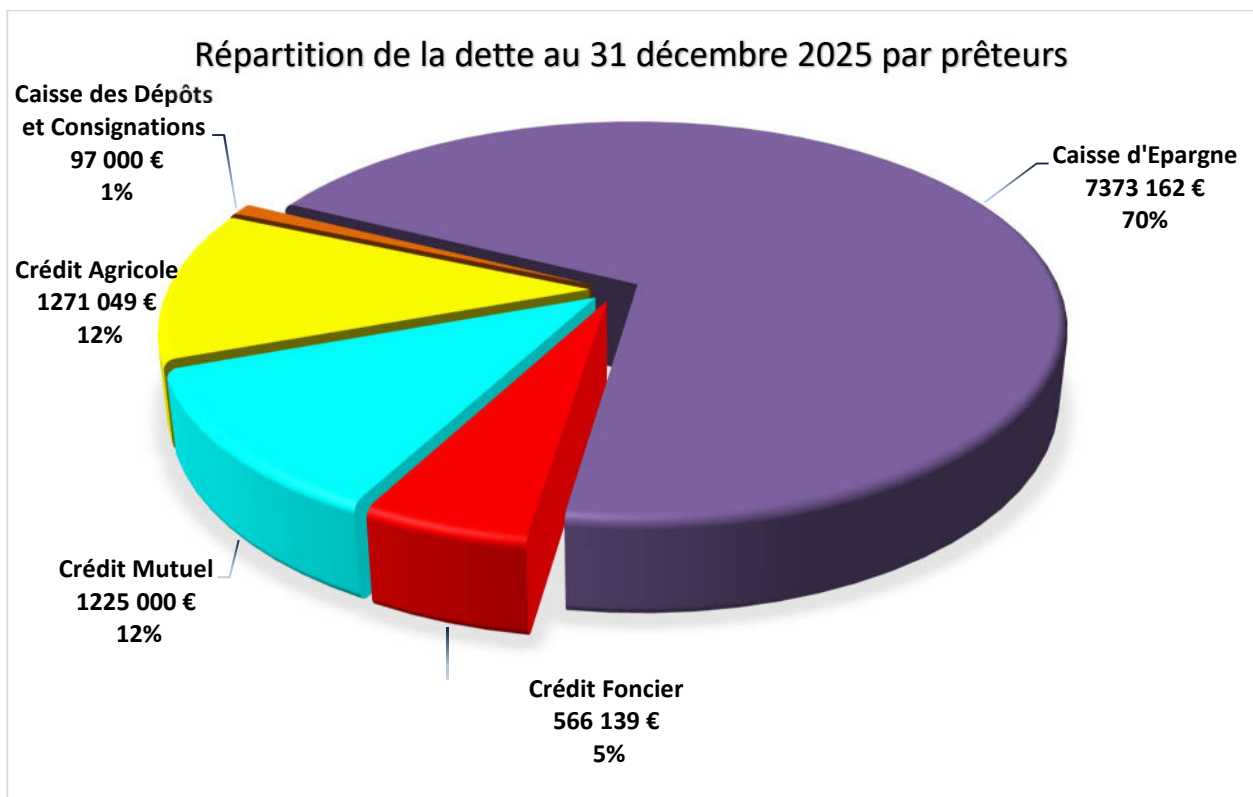
| Répartition par type de taux | Encours au 31/12/2025 | % d'exposition |
|------------------------------|------------------------|----------------|
| Taux variables simples | 426 382,70 € | 4,05% |
| Livret A | 3 190 621,07 € | 30,29% |
| Taux fixes | 6 915 346,41 € | 65,66% |
| Total | 10 532 350,18 € | 100% |

Composition de la dette au 31 décembre 2025



Les emprunts à taux fixe représentent 65,66% de l'encours. Leur cout est connu, ils offrent une vision sur les charges d'intérêts pour la totalité de leur durée.

| Répartition par prêteur | Dettes en capital au 31/12/2025 | Annuité prévisionnelle sur 2026 | Dont | |
|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------|
| | | | Intérêts | Capital |
| Crédit Agricole | 1 271 049 € | 355 680 € | 13 903 € | 341 776 € |
| Caisse des Dépôts et Consignations | 97 000 € | 67 644 € | 2 977 € | 64 667 € |
| Caisse d'Epargne | 7 373 162 € | 1 005 860 € | 225 495 € | 780 365 € |
| Crédit Foncier | 566 139 € | 55 350 € | 2 677 € | 52 673 € |
| Crédit Mutuel | 1 225 000 € | 133 250 € | 33 250 € | 100 000 € |
| Total | 10 532 350 € | 1 617 783 € | 278 302 € | 1 339 481 € |



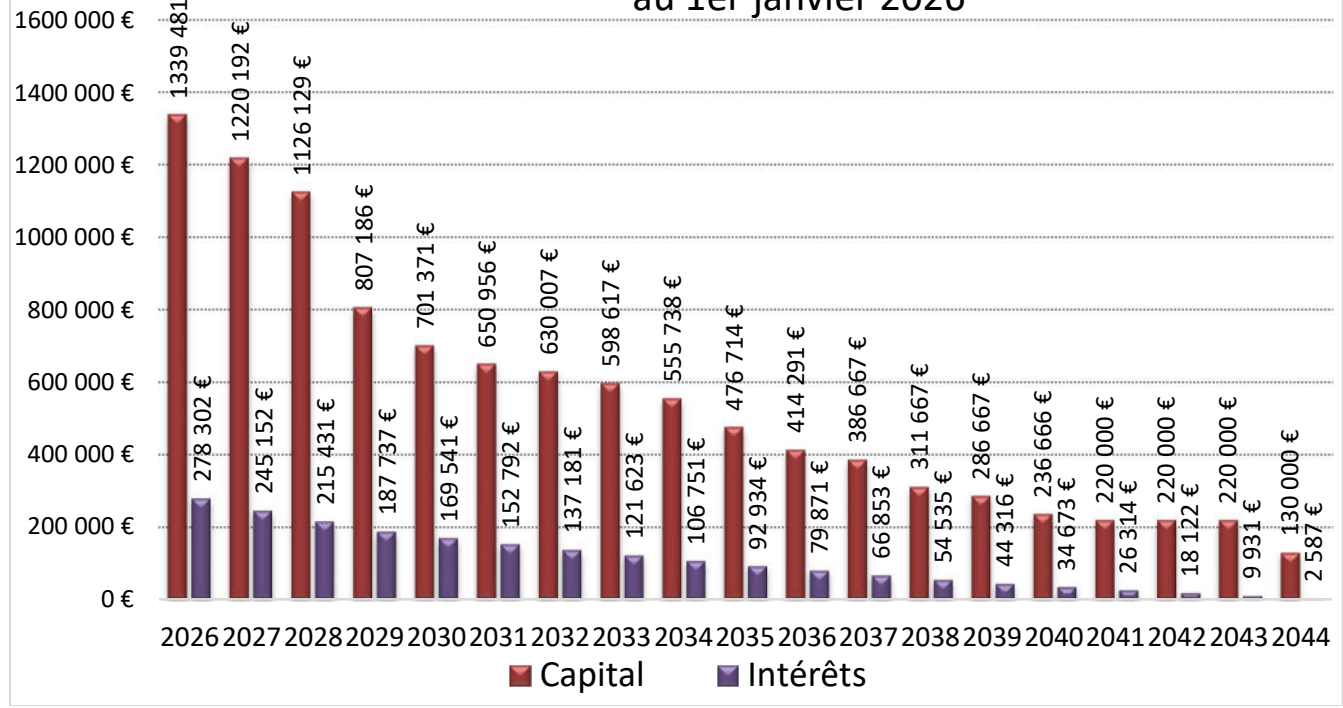
La dette est contractée auprès de 5 établissements bancaires.

Le graphique ci-dessus montre que la Caisse d'épargne d'Auvergne et du Limousin détient la majorité des prêts (70 %), viennent ensuite le Crédit Agricole et Crédit Mutuel avec 12 % chacun.

B. Le profil d'extinction de la dette

Le graphique suivant présente l'évolution des annuités futures conformément aux anticipations de marché avec la dette financière actuelle.

Graphique d'extinction de la dette en capital et en intérêts au 1er janvier 2026



C. L'évolution des taux d'intérêts de la dette

En 2025, la moyenne des taux variables de la ville reste toujours basse.

Le tableau ci-dessous décrit la moyenne des taux appliqués sur l'année 2025 à chaque catégorie d'emprunts :

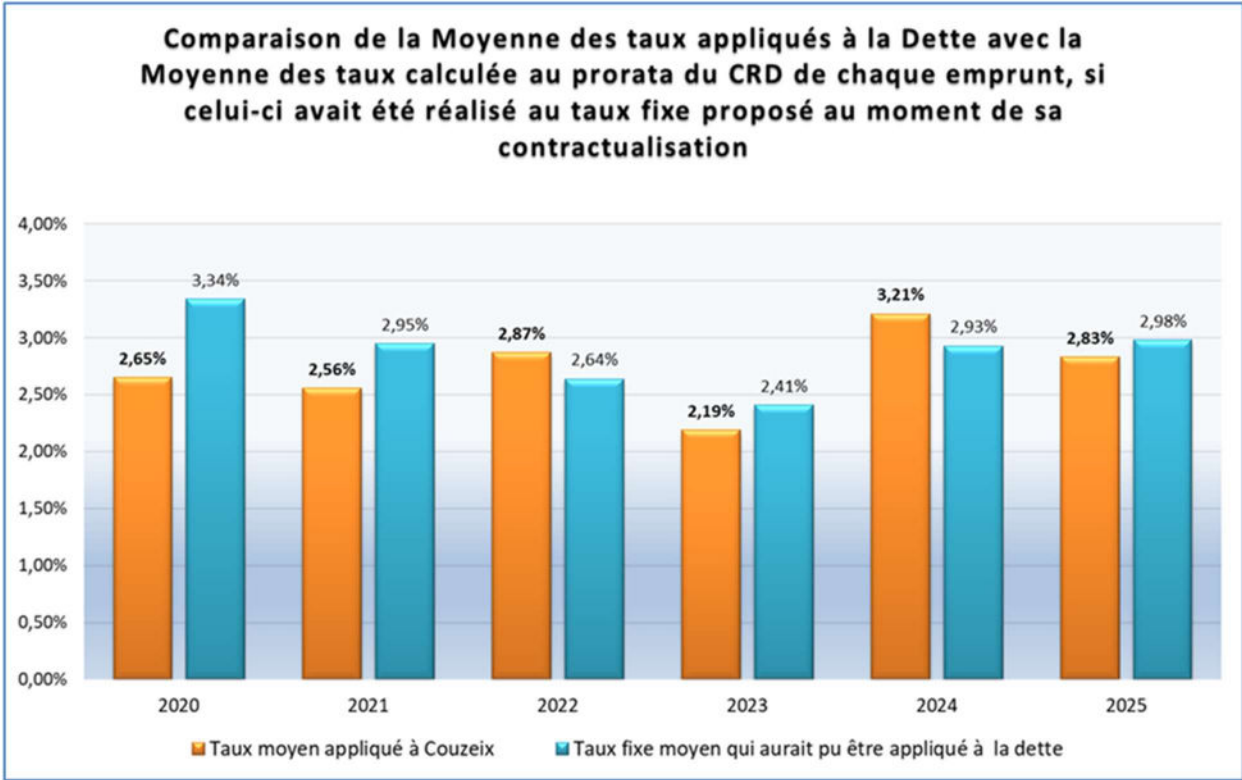
| Catégories d'emprunts | CRD au 1er janvier 2025 | Moyenne des taux appliqués sur l'année 2025 |
|------------------------|-------------------------|---|
| TAUX VARIABLES SIMPLES | 618 493,76 € | 3,40% |
| LIVRET A | 2 399 795,62 € | 3,62% |
| TAUX FIXES | 7 859 180,98 € | 1,97% |

Evolution des taux d'intérêts moyens appliqués à la dette du Budget principal de 2020 à 2025

| CRD au 1er janvier du budget principal | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| CRD | 10 075 093,91 € | 9 574 825,45 € | 8 852 393,14 € | 7 430 643,82 € | 7 684 337,94 € | 10 877 470,00 € |
| Intérêts | 190 182,68 € | 167 937,43 € | 148 726,68 € | 162 253,51 € | 249 134,95 € | 312 573,56 € |
| Intérêts courus non échus | -8 020,89 € | -6 445,38 € | -5 134,93 € | 390,16 € | -2 734,30 € | -4 803,22 € |
| Pertes de change (sur franc suisse) | 85 043,60 € | 83 955,08 € | 110 610,07 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total Charges financières du Budget Principal | 267 205,39 € | 245 447,13 € | 254 201,82 € | 162 643,67 € | 246 400,65 € | 307 770,34 € |
| Taux d'intérêts moyen appliqué aux emprunts du budget principal | 2,65% | 2,56% | 2,87% | 2,19% | 3,21% | 2,83% |
| Dont Taux d'intérêts moyen imputable aux pertes de change | 0,84% | 0,88% | 1,25% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

Comparaison des taux d'intérêts moyens appliqués à la dette de Couzeix avec la moyenne des taux (calculé au prorata du CRD de chaque emprunt si chacun d'eux avait été réalisé au taux fixe proposé lors de sa contractualisation) de 2020 à 2025

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Taux moyen appliqué à Couzeix | 2,65% | 2,56% | 2,87% | 2,19% | 3,21% | 2,83% |
| Moyenne | 2,72% | | | | | |
| Taux fixe moyen qui aurait pu être appliqué à la dette | 3,34% | 2,95% | 2,64% | 2,41% | 2,93% | 2,98% |
| Moyenne | 2,88% | | | | | |
| Différentiel constaté sur les taux | -0,69% | -0,39% | 0,23% | -0,22% | 0,28% | -0,15% |
| Moyenne | -0,16% | | | | | |
| CRD au 1er janvier | 10 075 093,91 € | 9 574 825,45 € | 8 852 393,14 € | 7 430 643,82 € | 7 684 337,94 € | 10 877 470,36 € |
| Différentiel sur les intérêts payés | -69 518,15 € | -37 341,82 € | 20 360,50 € | -16 347,42 € | 21 516,15 € | -16 316,21 € |
| Moyenne | -16 274 € | | | | | |
| GAIN POUR LA COMMUNE SUR 6 ANS : | 97 647 € | | | | | |
| GAIN ANNUEL MOYEN: | 16 274 € | | | | | |



Le tableau et le graphique ci-dessus permettent de comparer les taux d'intérêts moyens appliqués à la dette de Couzeix avec la moyenne des taux calculé au prorata du capital restant dû de chaque emprunt si chacun d'eux avait été réalisé au taux fixe alors proposé.

En 2025, le taux moyen appliqué est de 2,83 %, alors qu'il aurait été de 2,98 %, si tous les emprunts avaient été réalisés à taux fixe.

Sur la période comparée, la moyenne des taux moyens est de 2,72 %, contre 2,88 % pour la moyenne des taux fixes qui auraient pu être appliqués.

Le gain pour la commune sur la période est de 97 647 € et le gain annuel moyen est donc de 16 274 €.

D. La classification de la dette

Afin d'aider les emprunteurs publics à mieux appréhender les risques sur leurs emprunts, une charte de bonne conduite (charte Gissler) a été établie par le ministère des finances avec les différentes associations d'élus et les banques. Pour les collectivités, cette charte est reprise dans la circulaire du 25 juin 2010.

Elle permet de classer les produits bancaires par type de risque en triant les prêts selon une matrice à double entrée :

- Les chiffres 1 à 5 traduisent la complexité de l'indice utilisé (1 étant le plus sûr et 5 le plus complexe)
- Les lettres A à E traduisent le degré de complexité et de risque de la formule utilisée pour le calcul des intérêts (A étant la formule la plus sûre et E la plus complexe).

16 emprunts sont classés 1A donc en emprunts non risqués : 1 correspondant aux indices de la zone euro et A regroupant les emprunts à taux fixe, taux variable simple ainsi que les produits assortis d'instruments de couverture permettant d'échanger des taux à risque contre un taux fixe ou variable simple (swap) ou permettant de se couvrir vis-à-vis de l'évolution des taux (option telles que les cap, floor ou tunnel).

Un emprunt est classé 1C : la lettre C regroupant les produits dans lesquels la banque détient une option d'échange (de taux ou de parité) auprès de la collectivité qui devient la contrepartie. Avec les swaptions, la banque se réserve

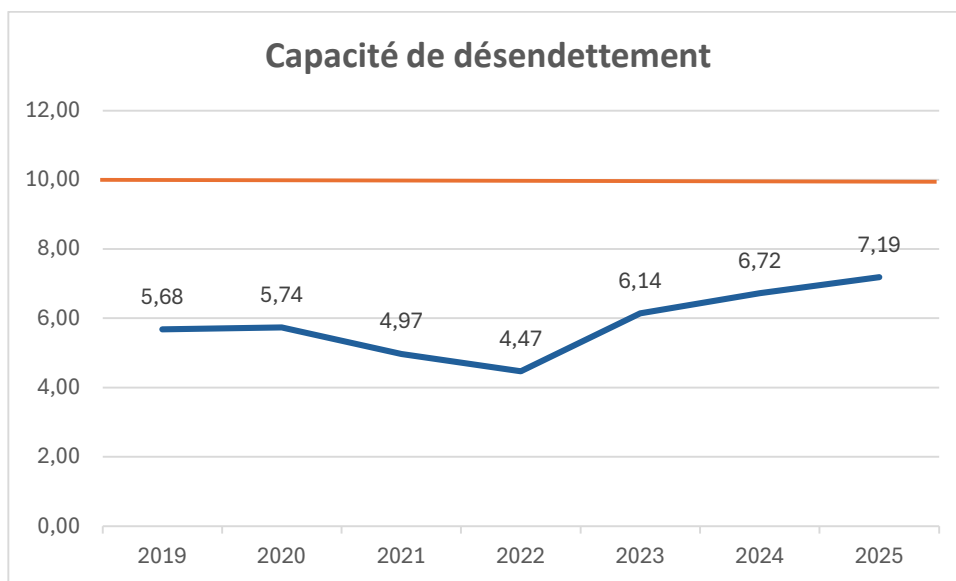
(un taux fixe à un taux variable le plus souvent) durant la vie de l'emprunt, en fonction des conditions de marché. Selon les dispositions du contrat, la possibilité pour la banque de procéder à un changement de taux peut intervenir soit à tout moment ou être conditionnée par la fluctuation d'un indice (barrière). C'est donc un contrat dans lequel la collectivité est passive.

| Classement Charte Gissler | Capital restant dû au 31/12/2025 | Capital restant dû au 31/12/2025 en % |
|---------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|
| 1A | 10 011 891,39 | 95,06% |
| 1C | 520 458,79 | 4,94% |
| Total | 10 532 350,18 | 100,00% |

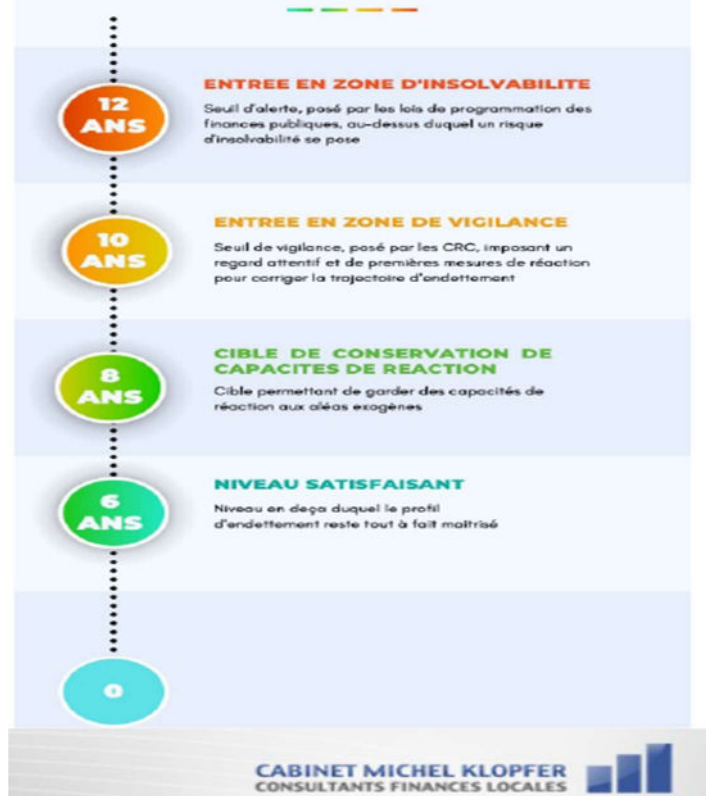
L'emprunt classé 1C a été souscrit en 2008 pour une durée de 20 ans auprès de la caisse d'épargne pour un montant de 2,5 M€ au taux fixe de 4,28 % pour les 2 premières échéances. Ensuite, la banque se réserve le droit en fonction des conditions du marché, de substituer définitivement le taux fixe par un taux d'intérêt égal à l'index Euribor 12 mois de l'avant dernier jour ouvré précédent le début de la période d'intérêt.

E. La capacité de désendettement

La capacité de désendettement mesure le nombre d'années qu'il faut à la collectivité pour que son épargne brute rembourse intégralement sa dette. La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a défini un plafond national de référence fixé à 12 ans pour le bloc communal. Le seuil d'entrée en zone de vigilance étant de 10 ans pour les communes.



Baromètre de la capacité de désendettement



VI. Les budgets annexes

A. Le budget annexe lotissement

Résultat prévisionnel 2025 - budget lotissement

| | Dépenses | Recettes | Total |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|
| Fonctionnement réel | 94 814,79 | 204 000,24 | 109 185,45 |
| Fonctionnement ordre | 267 655,24 | 158 469,79 | -109 185,45 |
| Résultat de fonctionnement reporté 2024 | | | 0,00 |
| Total fonctionnement | 362 470,03 | 362 470,03 | 0,00 |
| Investissement réel | | | 0,00 |
| Investissement ordre | 94 814,79 | 204 000,24 | 109 185,45 |
| Résultat d'investissement reporté 2024 | 244 725,56 | | -244 725,56 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | | | 0,00 |
| Total investissement | 339 540,35 | 204 000,24 | -135 540,11 |
| | | | |
| Résultat de l'exercice hors reports | 702 010,38 | 566 470,27 | -135 540,11 |
| Reports d'investissement 2025 | | | 0,00 |
| Résultat total 2025 | 702 010,38 | 566 470,27 | -135 540,11 |

Les principales dépenses d'investissement prévues sont :

- Le solde des travaux du lotissement « Jacqueline Auriol » pour 19 466 €.
- Le solde des travaux du lotissement « Longchamp » pour 8 747 €.

Les principales recettes d'investissement prévues sont :

- Les lots 1 et 2 du lotissement « Longchamp » pour un montant total de 93 300 €.
- Les lots 1 et 2 du lotissement Jacqueline Auriol pour 87 000 €.
- Un premier versement sur la vente de l'unilat de la rue de Longchamp pour 205 000€.

Le capital restant dû des emprunts est de 1 450 000 €, correspondant au prêt relais de 1 450 000 € sur 3 ans réalisé en 2017, reconduit en 2020 puis en 2023 pour combler le manque de trésorerie propre à ce budget.

Afin, de ne pas être dans l'obligation de constater le déficit du budget annexe par le budget principal, il a été décidé à partir de 2024 d'apurer progressivement ce budget en 6 ans :

- En vendant le reste des terrains prévue dans les trois prochaines années pour 722 000 €.
- En versant une subvention annuelle du budget communal de 150 K€ pendant 6 ans afin de résorber le déficit restant de manière lissée.

B. Le budget annexe logements

Résultat prévisionnel 2025 - budget logements

| | Dépenses | Recettes | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Fonctionnement réel | 39 780,00 | 177 024,20 | 137 244,20 |
| Fonctionnement ordre | 61 787,09 | | -61 787,09 |
| Résultat de fonctionnement reporté 2024 | | 103 798,91 | 103 798,91 |
| Total fonctionnement | 101 567,09 | 280 823,11 | 179 256,02 |
| Investissement réel | 110 579,79 | | -110 579,79 |
| Investissement ordre | | 61 787,09 | 61 787,09 |
| Résultat d'investissement reporté 2024 | 19 492,40 | | -19 492,40 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | | 19 492,40 | 19 492,40 |
| Total investissement | 130 072,19 | 81 279,49 | -48 792,70 |
| | | | |
| Résultat de l'exercice hors reports | 231 639,28 | 362 102,60 | 130 463,32 |
| Reports d'investissement 2025 | | | 0,00 |
| Résultat total 2025 | 231 639,28 | 362 102,60 | 130 463,32 |

Les recettes prévues en 2026 sont les locations des immeubles pour un montant de 81 800 € et la subvention d'équilibre du budget principal qui reste à 80 000€.

Les dépenses concernent les charges courantes (fluides, taxes foncières...) évaluées à 34 400 € et le remboursement de l'annuité de la dette (18 300 € pour les intérêts et 93 000 € pour le capital).